

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier p.1



- **Les ordonnances Macron contre le monde du travail**
- **Corée du Nord - États-Unis : derrière la surenchère**
- **Venezuela : la droite contre le régime chaviste**
- **La situation en Côte d'Ivoire**
- **La vaccination, un progrès médical majeur**
- **Le Parti du travail en Belgique**
- **Bordiguisme et trotskysme**



Au sommaire de ce numéro

Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier	1
Ordonnances Macron : une agression contre l'ensemble du monde du travail	9
Corée du Nord - États-Unis : derrière la surenchère guerrière	15
Au Venezuela, la droite veut en finir avec le régime chaviste de Maduro	20
La situation en Côte d'Ivoire, depuis les mutineries et la grève des fonctionnaires	23
La vaccination, un progrès médical majeur, remis en cause au nom de la liberté de choix	29
Parti du travail de Belgique : du maoïsme au parlementarisme ?	35
Bordiguisme et trotskysme	40
Un échange de lettres entre Lutte ouvrière et Lotta comunista	46

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 15 €
- DOM-TOM, par avion 17 €
- Europe 20 €
- Monde 24 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 32 €
- DOM-TOM, par avion 37 €
- Europe (lettre prioritaire) 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 58 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière - CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 - BIB PSSTFRPPPAR

Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 -
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail :
contact@union-communiste.org

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocra-

tiquement planifiée assurant à chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une

société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendique a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Derrière Macron : son souffleur Gattaz, cet été à l'Élysée.

Les débuts à la présidence de l'homme du capital financier

Les premières mesures de Macron, depuis quatre mois qu'il est installé à l'Élysée, traduisent en actes ce qu'il est, ce que sont son gouvernement et sa majorité parlementaire : un gouvernement de bourgeois pour les bourgeois, ostensiblement et, si on peut dire, congénitalement antiouvrier.

La presse bourgeoise glose sur la fin de l'état de grâce pour Macron, en se référant aux sondages. La cote de popularité d'Emmanuel Macron est en train de s'effondrer à un rythme plus rapide encore que celle de François Hollande en son temps. Cette presse, qui a tant contribué à fabriquer le personnage Macron avant son élection, qui a tant fait aussi pour mettre en scène ses faits et gestes de jeune arriviste, s'étonne que la bulle de savon éclate si vite. Cela participe seulement du rôle de la presse bourgeoise de jeter de la poudre aux yeux.

Le personnage ne mérite ni excès d'honneur ni excès d'indignité. Macron a été élu pour servir la bourgeoisie alors qu'elle est confrontée à la persistance de la crise de l'économie capitaliste et quand elle mène une guerre à mort contre le monde du travail. Macron n'est ni meilleur ni pire que ses prédécesseurs, Sarkozy et Hollande. La bourgeoisie a favorisé son accession au pouvoir pour qu'il prenne le relais des grands partis déconsidérés de l'alternance gauche-droite ; afin qu'il « fasse le job », qu'il prenne toutes les mesures qu'elle exige de l'État dans le domaine éco-



Macron, Hollande et Sarkozy, le 14 juillet 2017, commémorant l'attentat de Nice.

nomique et social et, pour le reste, qu'il se débrouille avec l'opinion publique.

La politique de Macron procède de la situation économique objective et des intérêts de la bourgeoisie dans cette situation. Il n'y a jamais eu d'état de grâce, il ne pouvait pas y en avoir.

Faire de la démolition du Code du travail le marqueur de son quinquennat, annoncer parallèlement la diminution de 5 euros des APL et la suppression de l'impôt sur la fortune ainsi que son remplacement par un impôt exonérant totalement les patrimoines en actions, et en placements financiers,

c'est une déclaration de programme. L'équipe Macron/Philippe est décidée à prendre sur le peu qu'ont les plus démunis pour le donner aux plus riches.

D'autres mesures suivront inévitablement et de la même veine. Contrairement aux accès d'emballement périodiques de la presse, l'économie capitaliste n'est pas en train de sortir de la crise. Seule la croissance fiévreuse des titres en Bourse, reflétant ou anticipant la croissance globale des profits financiers, justifie ces accès d'optimisme. Des profits parasitaires qui s'autoalimentent mais qui ne relancent pas l'activité productive.

Le système bancaire, sauvé de l'effondrement il y a dix ans, entre 2007 et 2008, grâce à des injections de capitaux sans précédent par les États, réalise des profits record : 23 milliards d'euros de profits en 2016 pour les six premiers groupes bancaires français ; 27,8 milliards de dollars pour la seule JP Morgan, première banque américaine. Les entreprises du CAC 40 ont, de leur côté, encaissé 75 milliards d'euros de profits en 2016, 32 % de plus qu'en 2015. Rien qu'au premier semestre 2017, elles ont dégagé 52 milliards d'euros de profits (+ 26 %).

Les quelques effets que ces profits financiers ont sur la production de biens matériels ou les services résultent en réalité du va-et-vient de la spéculation.

Pour ne citer que cet exemple : la stagnation antérieure de la production avait conduit à une diminution de la demande de matières premières, faisant s'effondrer leurs prix. Cet effondrement a amené la fermeture d'une quantité de mines, au licenciement de leurs personnels et au retrait des capitaux de ce secteur. L'effondrement a été sans doute excessif pour un certain nombre de matières premières. Les spéculateurs prévoient manifestement le mouvement de

balancier inverse, même sans un accroissement de la demande venant de l'industrie. La prévision que les prix des matières premières se mettront à augmenter, après avoir beaucoup baissé, attire les capitaux à la recherche de profits à court terme. En anticipant sur les soubresauts en hausse de la production, la spéculation les amplifie.

Les capitaux qui vont vers les entreprises industrielles le font pour des opérations de fusion-acquisition, c'est-à-dire des rachats d'entreprises par de plus puissantes. Elles entraînent une concentration croissante des capitaux, toujours sans entraîner ni investissements productifs, ni créations d'emplois. Au contraire, les restructurations, conséquences en général de ces fusions-acquisitions, s'accompagnent de suppressions d'emplois.

Comme le décrit *Le Monde*, « les fonds de capital-investissement regorgent d'argent, les banques se battent pour leur offrir des financements abondants et peu chers, et la tentation d'injecter toujours plus de dette est forte ».

Le monde de la finance est de nouveau en surchauffe. La dette atteint de nouveaux sommets aussi bien aux États-

Unis qu'en Chine. La dette des États mais aussi la dette des ménages. Ce qui fait écrire au *Monde* (9-10 juillet 2017) : « Le fardeau de la dette des ménages américains n'a jamais été aussi lourd.[...] C'est 50 milliards de plus que le record enregistré au troisième trimestre de 2008 lors de la faillite de Lehman Brothers », en titrant l'article : « Les germes de la prochaine tempête financière » !

L'HOMME DU CAPITAL FINANCIER

Macron est et continuera à être l'homme du grand capital, comme ses prédécesseurs. Et, dans le contexte d'un capitalisme de plus en plus financiarisé, il est surtout le serviteur du capital financier. En d'autres termes, il continuera à prendre les mesures qui, par-delà leur diversité et les formes multiples qu'elles prendront, viseront à mettre de plus en plus d'argent à la disposition de la finance.

Voilà le dénominateur commun entre sa volonté de continuer la privatisation, c'est-à-dire soustraire à l'État même le peu d'entreprises qu'il lui reste, et l'abandon des services publics à la prédation des capitaux spéculatifs. Ce n'est évidemment pas le moulin à paroles qu'est le Parlement qui mettra des obstacles devant cette politique.

Pas seulement parce que Macron y a une majorité écrasante. On a vu avec l'opération Macron à quel point les majorités peuvent être changeantes, le personnel politique versatile et recyclable. La seule fidélité qu'ils ont, c'est la fidélité à la bourgeoisie, c'est-à-dire au système capitaliste, à la propriété privée des moyens de production. C'est dans leurs gènes ou, plus exactement, dans la nature de leur sélection. Mais, comme Macron, la majorité parlementaire est soumise aux



Jeunes financiers à la Bourse de Toronto, en mars 2017.

lois économiques, c'est-à-dire à la loi du grand capital. La grande bourgeoisie elle-même constate, et ses économistes le dénoncent, le frein que constituent l'ampleur du chômage, l'insuffisance de la consommation populaire, les politiques d'austérité, c'est-à-dire de réduction des dépenses de l'État en faveur de la protection sociale. Ils ne peuvent rien contre l'appétit dévorant de la finance.

Le changement de politique ne peut venir que d'un changement de rapport de force entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

LE REJET DE MACRON PAR LES TRAVAILLEURS

Après quatre mois de pouvoir, Macron et son équipe sont vomis par une fraction importante de la classe ouvrière. Macron l'était déjà dans une large mesure avant et pendant son élection, et son recul dans les sondages reflète davantage le changement de l'opinion dans la petite bourgeoisie que parmi les travailleurs.

Le rejet de Macron s'est déjà manifesté au deuxième tour de l'élection présidentielle. Les 10,6 millions de voix obtenues par Marine Le Pen, un record par rapport à ses scores habituels, proviennent en partie de la réaction d'une fraction de l'électorat populaire qui a voté pour elle pour s'opposer à Macron.

Ce rejet parmi les travailleurs ne pouvait qu'être renforcé par les débuts de son quinquennat. La promesse de Macron de renouveler la vie politique s'est concrétisée par l'ouverture à la société civile, ladite société civile étant composée d'ex-banquiers, de chefs du personnel, de dirigeants d'entreprise, et complétée par une armada de jeunes petits bourgeois arrivistes encadrés par de vieux chevaux de retour

de la caste politique, affichant tous leur profond mépris du monde du travail.

L'hostilité du monde du travail à l'égard de Macron est instinctive, à fleur de peau, mais n'est pas une conscience politique de ses intérêts de classe. Elle s'exprime politiquement, quand elle s'exprime, en s'emparant de n'importe quel support : la France insoumise de Mélenchon, mais aussi le Front national de Marine Le Pen.

Plus souvent encore, elle ne s'exprime que par l'écœurement à l'égard de la politique en général, assaisonné de reproches à l'égard de ceux qui, en votant pour Macron, l'ont porté à la présidence. Avec un sentiment d'impuissance, « il n'y a rien à y faire », « nous en avons repris pour cinq ans », des propos bien souvent propagés par d'anciens militants démoralisés.

C'est peu dire que la classe ouvrière est aujourd'hui complètement désorientée sur le plan politique. Cette désorientation est surtout le fait des militants politiques déçus, démoralisés, qui abandonnent le combat.

La conscience de classe repose cependant fondamentalement sur les rapports sociaux. Malgré les trahisons des partis qui se posaient en représentants de la classe ouvrière, malgré la couardise et les compromissions des chefs syndicaux, elle ressurgira.

Cela se fera-t-il par une reprise de confiance de cette génération de militants qui n'y croient plus ? Par de nouvelles générations de travailleurs à qui leur condition, leur vie en cette période de crise apprendront l'inanité du réformisme, c'est-à-dire la naïveté de croire que le capitalisme peut leur assurer une existence digne du 21^e siècle ?

L'avenir le dira ! Il est entre les mains de la jeunesse de la

classe ouvrière, avec son enthousiasme, son courage, sa capacité de rompre avec l'individualisme, le chacun-pour-soi, ces valeurs de la morale bourgeoise qui deviennent un fléau lorsqu'elles infectent les travailleurs, dont la force est collective. De sa curiosité aussi à l'égard du riche passé du mouvement ouvrier, de ses combats pour s'émanciper de l'exploitation et de l'oppression de la classe capitaliste. L'éveil de la jeunesse ouvrière contribuera certainement à la reprise de confiance de la génération plus ancienne. Celle-ci, de son côté, peut et doit jouer son rôle pour transmettre les expériences du passé, les traditions ouvrières qui en sont issues, la conscience d'appartenir à une classe sociale opposée à celle des possédants. Mais à condition de ne pas transmettre en même temps tout ce qui a été déformé au fil du temps, pourri par le réformisme social-démocrate ou stalinien, l'électoratisme, la confiance envers les politiciens de gauche de la bourgeoisie, à la place des combats de classe ; le nationalisme, à la place de l'internationalisme.

Nombre de militants ouvriers, syndicalistes ou associatifs, notamment ceux issus du PCF, se reconnaissent aujourd'hui dans la politique de Mélenchon, si ce n'est en sa personne. Le mélenchonisme contribue à tromper la classe ouvrière, comme l'ont fait les staliniens pendant si longtemps, bien que ce soit à une échelle plus petite et avec moins de moyens et de virulence.

Quant au FN, l'effet le plus dramatique du développement de son influence sur la classe ouvrière est de pousser jusqu'au bout une évolution pour laquelle les réformismes social-démocrate et stalinien ont une responsabilité majeure, jusqu'au rejet de toutes les valeurs du mouvement ouvrier, de toute conscience de classe.



SERGE D'IGNAZIO

CRISE ÉCONOMIQUE ET INSTABILITÉ POLITIQUE

Sur le plan politique, nous allons inévitablement entrer dans une période d'instabilité. Ce n'est pas tant le caractère hétérogène de la majorité parlementaire qui est en cause, encore que... L'arrivisme cimente aujourd'hui cette majorité faite de bric et de broc. Mais le ciment ne tient que tant que tout se passe bien et qu'aucune catégorie sociale ne manifeste son mécontentement, en tout cas avec suffisamment de colère.

Mais des réactions seront inévitables dans les fractions de la population qui soit souffriront directement des mesures du gouvernement, soit considéreront qu'elles ne sont pas assez soutenues. Il en sera ainsi inévitablement, parce que la finance est insatiable.

Le poids des banques est de plus en plus insupportable pour une multitude de catégories petites-bourgeoises, pour les paysans endettés, pour les artisans, et même pour les entreprises capitalistes petites et moyennes qui accèdent difficilement à du crédit.

Une des aberrations de la financiarisation est que, alors que le monde croule sous les capitaux à la recherche de rentabilité, même la petite bourgeoisie ou les capitalistes de moindre envergure se plaignent des difficultés à obtenir du crédit.

L'explication de l'énigme est simple. Pour ceux qui possèdent les grands capitaux, mieux vaut miser sur la finance, c'est-à-dire soit directement sur la spéculation, soit sur le financement de rachats d'entreprises les unes par les autres, que donner de l'argent aux petites entreprises productives, avec les risques que cela comporte en période de stagnation des marchés.

Le parasitisme du capital financier se manifeste largement par l'intermédiaire de l'État.

Manifestation de livreurs à vélo, à Paris, le 11 août 2017.

Quelle doit être dans ce contexte la politique des militants communistes révolutionnaires ?

Se saisir de toutes les opportunités pour donner une expression politique à la conscience de classe des travailleurs et renforcer leur confiance en eux-mêmes. Cela implique de participer et, quand les possibilités en sont données, de prendre l'initiative des luttes quotidiennes, fussent-elles en apparence mineures.

Il va de soi qu'il faut participer aux éventuelles initiatives des centrales syndicales, en sachant pertinemment cependant que même les moins timorées d'entre elles, comme la CGT, en prenant des initiatives comme celles du 12 et du 21 septembre, le font en ayant la conviction,

juste ou fausse, qu'elles ne seront pas débordées.

Mais il faut en même temps systématiquement expliquer autour de nous le rôle des appareils syndicaux dans la préservation de l'ordre social, même lorsqu'ils se posent en avocats du monde du travail.

Dans l'agitation quotidienne, il faut combattre cette forme de démoralisation qui consiste à affirmer que Macron, avec sa majorité parlementaire élue pour cinq ans, est trop fort pour qu'on s'y frotte. Le PCF, au temps où il était bien plus puissant qu'aujourd'hui, avait comme argument de choc que de Gaulle était un pouvoir fort et qu'on ne pouvait rien contre lui... jusqu'au mois de mai 1968 ! Mais Macron n'est même pas de Gaulle !

Plus l'État favorise la finance, moins il a de l'argent même pour certaines catégories de la bourgeoisie.

En période de crise plus qu'en d'autres circonstances, l'État, tout en étant l'instrument politique de la classe bourgeoise dans son ensemble, devient de plus en plus l'instrument économique des seuls sommets de la bourgeoisie, les grands groupes industriels et financiers, la limite entre les deux s'effaçant de plus en plus. Il y aura donc inévitablement des réactions dans les classes populaires faisant partie de la petite bourgeoisie : ceux qui font partie du monde du travail, petits paysans, artisans, petits commerçants, camionneurs ou taxis propriétaires de leur véhicule, comme ceux qui vivent directement ou indirectement de la plus-value extorquée à la classe ouvrière, propriétaires de petites entreprises capitalistes, start-up, notaires, négociants, trafiquants et intermédiaires en tous genres.

Nul ne peut prédire de quelle catégorie sociale viendront les réactions. Et le véritable problème pour les mois à venir, c'est que les intérêts de la classe ouvrière ne disparaissent pas derrière les réactions d'autres catégories sociales.

Si la lutte de telle ou telle catégorie de la petite bourgeoisie est suffisamment déterminée et si elle n'est pas trop nombreuse, l'État lui lâchera quelque chose. Mais ce quelque chose, pour modeste qu'il soit, l'État ne le prendra ni aux banques, ni aux groupes industriels capitalistes pour le donner à telle ou telle catégorie de la petite bourgeoisie. Il le prendra nécessairement aux salariés. Si les travailleurs restent attentistes, timorés devant les coups que leur portent le grand capital et l'État, les luttes de catégories petites-bourgeoises seront retournées contre eux, même là où leurs intérêts respectifs ne

sont pas contradictoires. Pour lâcher quelque chose aux paysans écrasés par les capitalistes de la grande distribution, l'État ne s'en prendra pas aux intérêts de ces derniers mais à ceux des consommateurs. L'absorption du régime social des indépendants (RSI) par le régime général de la Sécurité sociale est un mieux pour toute une partie de la petite bourgeoisie : artisans, commerçants, professions libérales. Mais ce cadeau aux « petits », pour reprendre l'expression du journal *Les Échos*, se fait en puisant dans les cotisations des salariés.

Il ne s'agit pas seulement d'argent. Certains aspects de la réforme du Code du travail en fournissent un exemple.

Le volet concernant les droits syndicaux, en particulier la fusion de certaines fonctions, telles celles de délégué du personnel, représentant au comité d'entreprise et délégué au comité d'hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT), correspond aux desiderata des patrons d'entreprises petites et moyennes.

Quant aux grandes entreprises, elles ont assez d'expérience politique et surtout les moyens financiers pour reconnaître l'utilité des syndicats, surtout lorsqu'ils ne sont pas combatifs et sont complaisants vis-à-vis des patrons. Elles ont les moyens de se payer des chefs du personnel dont c'est le travail. Pas les entreprises petites et moyennes. Pour tout ou partie du patronat, se débarrasser des syndicats, des délégués, de toute la fanfreluche des négociations, c'est autant de gagné en temps et en argent.

Malgré la propagande gouvernementale, complaisamment relayée par les médias, la démolition du Code du travail, en bénéficiant à l'ensemble de la classe capitaliste, profite évidemment avant tout aux plus gros. Certains des aspects de la réforme sont même clairement

dédiés aux trusts multinationaux, comme l'autorisation de licencier en France même si leurs bénéficiaires sont florissants à l'échelle de l'ensemble de la multinationale

Parmi d'autres catégories sociales qui risquent d'entrer en contestation, il faut aussi mentionner la police, dont la protestation, en raison de son rôle dans la répression, peut poser des problèmes au gouvernement.

LES MENACES SUR LES TRAVAILLEURS SONT AUSSI POLITIQUES

Il y a une sorte de course qui est engagée entre la classe ouvrière et ces catégories petites-bourgeoises. La classe ouvrière aura beaucoup à perdre sur le plan non seulement matériel mais aussi moral et politique si ce sont les catégories petites-bourgeoises qui lèvent le drapeau de la contestation.

La contestation venant de la classe petite-bourgeoise, de ses couches attachées à la propriété privée, souvent méprisantes envers les salariés, favoriserait une poussée réactionnaire encore plus affirmée.

Mais il y a une éventualité plus menaçante encore pour la classe ouvrière : le danger que ce soit une partie du prolétariat, de ses catégories frappées par le chômage, enfoncées dans la pauvreté, poussées vers le lumpenprolétariat, qui fournisse les troupes aux démagogues d'extrême droite, venus du Front national ou pas.

La menace n'est plus seulement hypothétique. Dans certaines régions, où le chômage est le plus grave, le plus durable, où l'espoir de trouver du travail s'amenuise, se multiplient déjà des réactions marquées par le racisme, la haine des immigrés, voire l'hostilité à l'égard de tout ce qui vient du mouvement ouvrier. Et il est à peine para-

doxal de constater que ce sont les régions comme le Nord, le Pas-de-Calais ou encore la Lorraine, où il y a quelque temps, le Parti communiste ou le Parti socialiste ou les deux ensemble recueillaient leurs voix, où parfois ce sont d'anciens militants du PC ou des syndicalistes qui ont basculé du côté du FN.

Il est difficile de mesurer l'ampleur du phénomène et encore plus difficile d'en prédire l'évolution. Elle dépendra fondamentalement de l'évolution de la crise, de son aggravation, de ses soubresauts, des réactions des différentes couches sociales, c'est-à-dire en dernier ressort de la lutte des classes. Les seules réponses à ces questions concernant l'avenir sont des réponses militantes, c'est-à-dire tenter d'enrayer cette évolution et de redonner à ceux des chômeurs et des travailleurs pauvres qui louchent vers le Front national confiance en leur classe sociale et en ses intérêts. Du moins tant que cela reste possible et avant que l'extrême droite les transforme en hommes de main du grand capital. C'est sur le terrain social, sur le terrain des intérêts de

classe, qu'il est indispensable de s'adresser y compris à cette fraction de la classe ouvrière.

Il ne suffit pas de se battre sur le terrain des idées contre le racisme, contre le protectionnisme, contre le chauvinisme dont le FN est porteur. Il s'agit surtout de mener notre propagande et notre agitation sur le fait que le FN, tout comme le parti de Macron, est un parti bourgeois, dirigé par des bourgeois. Non seulement ce parti ne les conduira pas à combattre la racine du mal, l'organisation capitaliste de la société, mais il en fera des mercenaires, les supplétifs des forces de répression pour préserver l'exploitation.

La propagande et l'agitation pour contester l'influence politique de Mélenchon sur une partie des travailleurs, ou du moins son influence électorale, doit tourner au fond autour du même axe. Il ne suffit pas de critiquer la superficialité de ses idées, comme la VI^e République, ou leur nocivité, comme le chauvinisme antiallemand, ses discours protectionnistes ou teintés de démagogie contre les travailleurs détachés. Il ne suffit pas de critiquer son car-

riérisme, son jeu en solo, que lui reprochent tant le PCF que les ex-frondeurs du PS.

L'un comme les autres sont en concurrence, mais avec la même perspective politique : reconstituer un nouvel avatar de l'Union de la gauche. Res-servir à l'électorat ouvrier les mêmes illusions éculées qu'au temps de Mitterrand, de Jospin ou de Hollande, avec les mêmes conséquences prévisibles. La même tromperie qui ligote la classe ouvrière depuis des décennies et qui, au passage, a laminé le PCF lui-même au profit du Parti socialiste, puis le Parti socialiste au profit de Macron et du Front national.

Il faut s'attaquer à Mélenchon sur le terrain de classe. Mélenchon est peut-être partisan d'une politique plus compréhensive vis-à-vis des salariés, plus soucieuse que d'autres des libertés syndicales. Mais ce n'est, ce ne peut être que des promesses en l'air. S'il était associé au pouvoir, il ferait ce que la bourgeoisie lui dirait de faire car, même dans l'opposition, jamais, au grand jamais, il ne s'attaque au grand capital. Quant à détruire le capitalisme, lui qui



**SANDRA DORT DANS SA VOITURE,
AVEC SON FILS,
DEPUIS TROIS MOIS.**

**HÉLAS POUR ELLE,
SANDRA N'EST PAS MIGRANTE.**

**DANS NOTRE PAYS, LES LOGEMENTS SOCIAUX
SONT SATURÉS PAR L'IMMIGRATION INCONTRÔLÉE.**

**Les
Jeunes
sort
Marine**

Affiche du FN pour l'élection présidentielle de 2017.

prend des poses de poète, il n'en rêve même pas. Rien que cela suffit pour qu'il ne puisse satisfaire aucune exigence sérieuse de la classe ouvrière parce que, pour prendre des mesures qui permettent d'améliorer la situation de la classe ouvrière, mettre fin au chômage et assurer un salaire correct, il faut s'en prendre au grand capital avec une vigueur qui ne fait pas partie de l'univers mental du politicien de la bourgeoisie qu'est Mélenchon.

S'il parvenait au pouvoir, Mélenchon gouvernerait, comme tous ses prédécesseurs de gauche, en fonction de la classe la plus puissante qui dirige la société, la bourgeoisie, plus particulièrement la grande bourgeoisie, forte de ses capitaux et du soutien sans faille de l'appareil d'État qu'elle a mis en place au fil des siècles, sa police, son armée.

Mélenchon ne représente en rien les intérêts de la classe ouvrière. Lui-même ne le prétend même pas. C'est le PCF, qu'il traite pourtant comme moins que rien, qui a usé le peu d'autorité qui lui restait pour s'en faire l'avocat, le griot auprès de l'électorat ouvrier.

LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI DE CLASSE, VITALE POUR LES TRAVAILLEURS

Cela fait des décennies que les partis réformistes, socialiste comme stalinien, s'acharnent à consacrer leurs efforts politiques à convaincre les travailleurs qui leur font confiance que c'est dans le cadre de la démocratie bourgeoise, par les élections, en votant bien, que les travailleurs peuvent améliorer leur situation.

Depuis plus de trente ans, la classe ouvrière fait et refait l'expérience que c'est un grossier mensonge, et y croire c'est se bercer d'illusions. Aucun homme politique qui place



Mitterrand, avant 1981, avec l'un de ses poulains, Mélenchon.

son activité dans le cadre de l'économie et de la société telles quelles sont, c'est-à-dire capitalistes, aucun parti bourgeois ne peut changer fondamentalement le sort des travailleurs, quoi qu'il puisse promettre pour se faire élire. Il faut que la classe ouvrière se donne un parti qui représente ses intérêts matériels, politiques, moraux, un parti qui prenne le contrepied de la politique de la bourgeoisie et qui organise ses luttes quotidiennes. Un parti qui, de la base au sommet, ne soit ligoté par aucun lien qui l'attache à l'ordre bourgeois et à ses institutions. Cela signifie non seulement que ce parti ne doit pas craindre d'ébranler l'ordre bourgeois, mais que la destruction de l'organisation capitaliste de la société soit son objectif fondamental, sa raison d'être. Seul un tel parti, un parti communiste révolutionnaire, peut mener les luttes quotidiennes des travailleurs jusqu'au maximum de leurs possibilités.

Il y a encore autre chose. La classe ouvrière de ce pays ne peut pas s'isoler du reste du monde, contrairement aux grossiers mensonges protectionnistes, qui ne viennent pas seulement du Front national. Croire que les travailleurs de ce pays peuvent préserver leurs dérisoires privilèges, ne serait-ce que celui de manger tous les jours, au milieu de

l'océan de pauvreté qui domine les trois quarts de la planète, c'est non seulement abject mais stupide. L'actualité nous le rappelle chaque jour.

Les attentats terroristes qui ont frappé New York, Barcelone, Londres, Paris, Berlin, Bruxelles ou Stockholm rappellent qu'il est impossible de s'isoler du monde.

Comme nous le rappellent, d'une autre manière, les vagues de migrants. Notre solidarité vis-à-vis de ceux que la guerre ou la misère chasse de chez eux ne repose pas seulement sur un sentiment humain élémentaire. Elle s'enracine dans le constat que le monde est un et l'humanité indivisible. On peut bien dresser toutes les barrières matérielles entre les peuples, entre nations riches et nations pauvres, qu'on ne pourrait déchirer le tissu économique et social que l'histoire a tissé entre tous les êtres humains de cette planète.

Notre propre bourgeoisie nous rappelle en ces temps de crise que même nos minuscules privilèges de prolétaires de pays impérialistes, riches par rapport à nos frères de classe de pays pauvres, peuvent être liquidés, et qu'ils sont en train de l'être.

Et même le privilège de la paix relative qu'ont connue la France et la partie occidentale riche de l'Europe depuis la Deu-

xième Guerre mondiale peut être remis en cause, et le sera inévitablement si la crise économique se poursuit et s'aggrave. Parler de paix est une vision du monde vue des fenêtres des grandes puissances impérialistes, vue surtout avec les yeux de la bourgeoisie. Pour bien des peuples, la paix impérialiste fut synonyme de guerres, de massacres ici pour le pétrole, là pour l'uranium, ailleurs pour la conquête de marchés et un peu partout lorsqu'un peuple levait la tête pour revendiquer des droits que l'impérialisme n'était pas prêt à lui accorder. Disons-nous bien, en regardant les images que les médias nous rapportent de Mossoul en Irak, d'Alep en Syrie ou d'Aden au Yémen, qu'elles préfigurent peut-être notre avenir à Paris, à Londres ou à New York.

Alors, tant que nous n'aurons

pas mis fin au capitalisme et à sa concurrence, à l'impérialisme et à ses rivalités, même la paix est toute relative, fragile, comme l'est à bien plus forte raison le bonheur du genre humain.

Et le prolétariat des pays impérialistes, dont la France fait partie, doit savoir que la racine du mal ne se trouve ni au Moyen-Orient, ni en Afrique ou en Asie, mais dans les grands pays impérialistes.

Malgré l'agitation sanglante de crapules fanatisées du genre de l'État islamique ou d'al-Qaïda, même les guerres qui ensanglantent le Moyen-Orient partent d'ici, des pays impérialistes. Elles sont préparées par les états-majors d'ici et se décident en dernier ressort en fonction des intérêts des conseils d'administration de ces grands trusts dont les sièges

sont à New York, Paris, Londres ou Francfort. C'est ici le cœur du grand capital, c'est ici qu'on peut le détruire définitivement.

Tout cela semble aujourd'hui hors de portée de la classe ouvrière des pays impérialistes, prostrée, sans confiance en elle-même, privée de conscience de classe par tout le poids de la bourgeoisie, avec la collaboration active des grandes organisations qui prétendent représenter les travailleurs.

La classe ouvrière constitue cependant toujours la seule force sociale capable de renverser le pouvoir de la bourgeoisie. La conscience politique de sa tâche irremplaçable viendra, inévitablement. C'est de cette prise de conscience politique des exploités que dépendent leur avenir et celui de la planète.

13 septembre 2017



Travailleurs de Veolia en grève contre des suppressions de postes, à Rouen, le 11 septembre 2017.



Ordonnances Macron: une agression contre l'ensemble du monde du travail

Le gouvernement a rendu publiques, le 31 août, les cinq ordonnances que le Parlement l'avait en juillet habilité à prendre et que le patronat lui a dictées. Ces textes, qui permettraient de réécrire toute une partie du Code du travail, représentent, dans la lignée des autres lois adoptées ces dernières années, une attaque frontale contre l'ensemble du monde du travail.

Il faudrait une certaine dose de naïveté pour croire un seul mot des boniments du gouvernement sur le fait que ces ordonnances viseraient à créer des emplois. Il suffisait de regarder les mines réjouies des représentants du Medef sur les plateaux de télévision, dès les ordonnances publiées, pour s'en convaincre. Cette fois-ci, le Medef n'a même pas pris la peine de faire semblant de se plaindre, comme il le fait depuis des années à chaque fois que des lois sont votées en sa faveur. Tous les patrons, petits et grands, l'ont dit et répété depuis fin août: cette loi est bonne pour l'entreprise, c'est-à-dire bonne pour les capitalistes. Et non seulement elle ne va pas créer d'emplois, mais elle va aggraver le chômage. Les ordonnances contiennent en effet, en plus de toutes les attaques affaiblissant les droits arrachés par les salariés depuis des décennies, de nombreuses mesures qui vont faciliter non seulement les licenciements, mais plus largement, un renforcement de l'exploitation sous toutes ses formes, allant de la baisse des salaires à la précarisation renforcée, en passant par les incitations à la remise en cause de la sécurité au travail.

Les cinq textes du gouverne-

ment tiennent sur 159 pages et contiennent des centaines de mesures, qu'il n'est évidemment pas possible de lister ici. Mais certaines doivent être détaillées, parce qu'elles visent à aggraver immédiatement la vie et les conditions de travail de millions de travailleurs.

LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL

Le patron de la CGT, Martinez, n'a pas eu tort de déclarer suite à la publication des ordonnances qu'elles marquent «*la fin du contrat de travail*». La première ordonnance organise en effet, dans la foulée de la loi El Khomri, la quasi-disparition de ce que l'on appelle les mesures d'ordre public, c'est-à-dire les règles fixées par la loi et qui s'appliquent à tous les travailleurs. Comme le patronat le réclame depuis longtemps, il s'agit de rompre avec la pratique selon laquelle un accord de branche ou un accord d'entreprise ne peut être plus défavorable aux salariés que ce qui figure dans la loi. Si les ordonnances passent, les patrons pourraient désormais modifier le contrat de travail des salariés à leur désavantage sans que ceux-ci puissent le refuser, à

moins d'être licenciés.

Jusqu'à maintenant, le contrat de travail définissait les conditions d'emploi et de salaire d'un salarié et tout ce qui n'y figurait pas était, par défaut, fixé par la loi, c'est-à-dire le Code du travail; ou éventuellement par la convention collective de la branche. Le Code du travail a justement été créé pour cela, en 1910, pour fixer des règles empêchant les patrons de faire ce qu'ils voulaient dans leur entreprise, d'appliquer leurs propres règles et leurs propres lois. A l'origine, dans les entreprises, le salarié louait ses bras au jour le jour. Puis le contrat de travail a été institué à la façon d'un contrat commercial, avec des engagements réciproques censés lier les parties, employeurs et salariés. Avec peu d'engagements du côté patronal, évidemment. Et toute l'histoire du mouvement ouvrier a été d'imposer plus de garanties dans ce contrat, qui reposait entièrement sur la loi et les conventions collectives, en particulier s'il n'était pas écrit. De fait, avec les ordonnances, le contrat de travail devient un chiffon de papier car l'employeur peut décider de le modifier à la baisse, sans conséquences pour lui.

En effet les ordonnances

Macron ouvrent une brèche considérable: désormais, les patrons auraient la possibilité de modifier un contrat de travail, à la baisse, dans tous les domaines, ce qui est aujourd'hui interdit par la loi et attaquant devant n'importe quel tribunal des prud'hommes. Auparavant, on ne pouvait en principe modifier le contrat de travail sans risque de sanction que dans le cas d'un licenciement économique; et, depuis les lois promulguées sous Hollande, avec les dispositifs permettant d'imposer des aménagements d'horaire de travail par voie d'accord. Il s'agit bien de supprimer le principe de la primauté de la loi. Celle-ci ne s'appliquera, sauf quelques rares exceptions, que là où il n'y aura pas de nouvelles dispositions, soit au niveau de l'entreprise, soit au niveau des domaines réservés à la branche.

Avec les ordonnances, les branches ne gardent la main que sur une dizaine de domaines (salaire minimum, classifications, durée minimale du travail à temps partiel...); plus exactement, il restera possible de faire un accord d'entreprise dans ces domaines, mais il ne

saurait offrir que des garanties « au moins équivalentes ». Dans tous les autres domaines, comme l'explique avec un évident plaisir une étude publiée par un cabinet de conseil propatronal, « l'accord d'entreprise, conclu antérieurement ou postérieurement à l'accord de branche, prime sur ce dernier. »

Les textes distinguent le cas des petites entreprises (moins de 50 salariés) et des grandes. Dans les petites, c'est la liberté totale pour les patrons: ils pourraient modifier les conditions de travail à leur guise, en demandant simplement de faire valider la décision par un vote des salariés. C'est ce que le gouvernement appelle « la démocratie sociale dans l'entreprise » et l'amélioration de la négociation locale. C'est se moquer du monde. Comme si un tel vote pouvait se dérouler dans des conditions de démocratie réelle, librement! Comme si, dans les petites entreprises peut-être plus encore que dans les grandes, les patrons n'avaient pas les moyens de faire pression sur les salariés, d'influencer leur vote, de leur mettre le couteau sous la gorge pour les pousser à voter

une baisse de salaire ou une augmentation du temps de travail, avec chantage à la fermeture et aux licenciements!

Dans les plus grandes entreprises, la modification des contrats de travail devra être subordonnée à un accord d'entreprise avec les syndicats majoritaires, ou à un référendum. Dans un cas comme dans l'autre, c'est une escroquerie. Tous les salariés des grandes entreprises savent que les patrons ont toujours à leur disposition, localement, un ou plusieurs syndicats complaisants, le doigt sur la couture du pantalon et prêts à signer tout et n'importe quoi sur ordre. Il suffit de rappeler que dans certaines usines du groupe PSA, c'est même encore le syndicat maison, fondé par le patron, qui est majoritaire!

Quant au référendum d'entreprise, il en va dans les grandes entreprises comme dans les petites: grâce au chantage, aux pressions, à la promesse que l'usine va fermer si tel accord n'est pas entériné par le vote, il est toujours possible, en cette période où la peur du chômage prime sur tout autre sentiment chez les travailleurs,



À la manifestation parisienne du 12 septembre 2017.

d'obtenir un vote favorable à n'importe quel recul. Les travailleurs de Bosch, de Continental, ou plus récemment de Smart, le savent bien, eux qui ont été confrontés à l'utilisation de tels référendums pour leur imposer de travailler plus sans être payés. En 2007, chez Continental France, la direction avait mené une campagne forcée, avec chantage à l'emploi, pour obtenir un vote positif au référendum qui prévoyait d'augmenter les heures sans les payer. Mais, malgré tout, elle n'avait pu obtenir un vote majoritaire. Du coup elle s'était contentée d'un accord signé par deux syndicats. Chez Smart, à Hambach (Moselle), la direction (Mercedes) a organisé en 2015 un référendum similaire pour faire travailler 39 heures payées 37 et elle n'a obtenu une majorité que grâce au vote des bureaux et de l'encadrement. Mais la loi l'obligeait à conclure un accord majoritaire avec les syndicats. Ceux-ci refusèrent et, du coup, en toute illégalité, la direction fit convoquer un à un les ouvriers dans le bureau du chef du personnel pour leur demander de signer un nouveau contrat de travail, avec des heures de travail non payées.

Cela donne un aperçu de ce qui va se passer dans les entreprises, même dans les plus grandes, où dès aujourd'hui les prétendues garanties du Code du travail sont déjà foulées aux pieds.

Mais les ordonnances changent tout de même un point fondamental. Jusqu'à présent, un travailleur qui aurait refusé de signer le nouveau contrat de travail, s'il était licencié, pouvait saisir les Prud'hommes pour demander que ce licenciement soit considéré comme « sans cause réelle et sérieuse », et par suite indemnisé comme tel. Certains patrons ont d'ailleurs préféré ne pas prendre le risque, comme à l'usine Smart

de Hambach, où les ouvriers qui ont refusé de signer leur nouveau contrat de travail sont toujours en poste... à leur ancien horaire.

Avec les ordonnances Macron, ce sera terminé : à l'article 3 de la première ordonnance, il est écrit noir sur blanc : « *Si l'employeur engage une procédure de licenciement à l'encontre du salarié ayant refusé l'application de l'accord [d'entreprise], ce licenciement [...] repose sur une cause réelle et sérieuse.* » On parle là – excusez du peu – d'accords sur « *la durée du travail, ses modalités d'organisation et de répartition, la rémunération* », ainsi que « *les conditions de la mobilité professionnelle ou géographique interne à l'entreprise* ». Si un accord a été signé, plus question donc de pouvoir refuser la modification de son contrat de travail accompagnée d'une baisse du salaire, d'une hausse du temps de travail, du passage en nuit voire de la mutation à l'autre bout du pays. Les patrons en ont rêvé, Macron l'a fait !

Il faut au passage dénoncer l'une des pires hypocrisies de ce texte : le fait que le gouvernement le présente comme « *avant tout tourné vers les PME et les TPE* » (petites et moyennes entreprises et très petites entreprises). Si les ordonnances ouvrent aux petits patrons la possibilité de pouvoir aggraver à leur guise les conditions de travail des travailleurs, ce n'est pas tellement parce que le gouvernement serait soucieux des PME : au fond, il se moque du sort des petits entrepreneurs. Cette mesure est en réalité un cadeau aux plus grands capitalistes.

En effet les grandes entreprises industrielles sont en permanence à la recherche de coûts plus bas chez leurs fournisseurs, c'est-à-dire dans les PME. Les grands groupes jouent en permanence la concurrence

entre leurs fournisseurs pour obtenir les prix les plus bas. Pour avoir un marché, les PME sont donc contraintes de chercher à tirer toujours plus les salaires vers le bas et la productivité vers le haut, c'est-à-dire à faire baisser le coût de production de leurs marchandises. En ouvrant ainsi les vannes, les ordonnances Macron visent à ce que cette course n'ait plus de limites : un industriel qui voudra obtenir des pièces à bas coût n'aura qu'à dire à son fournisseur qu'il a désormais tout loisir de baisser les salaires s'il veut le marché. C'est ainsi que, d'une certaine manière, ces mesures donnent des armes au grand patronat pour forcer les plus petits patrons à tirer les salaires vers le bas.

LES LICENCIEMENTS FACILITÉS

Aucun patron ne fait même semblant de prétendre que les modifications du Code du travail vont entraîner des embauches massives et surtout pérennes. Interrogé sur ce sujet sur un plateau de télévision début septembre, un des porte-parole du Medef, Thibault Lanxade, l'a reconnu sans sourciller : « *Bien sûr que non, ces ordonnances ne vont pas amener des vagues d'embauches !* » C'est dans la même émission que ce patron plein de morgue s'est moqué bruyamment d'un journaliste qui lui disait que, contrairement aux pratiques passées, « *pour une fois on vous donne ce que vous avez demandé sans contrepartie* ». Lanxade répliqua : « *Merci de me poser cette question. Heureusement qu'il n'y a plus de contreparties et qu'on n'est plus dans ce jeu-là, dans ces espèces de donnant-donnant !* » Certes, il s'agissait en effet d'un jeu, et le patronat n'a jamais songé à créer le fameux million d'emplois promis après avoir obtenu le CICE sous Hollande. Mais aujourd'hui, on ne joue



Les travailleurs de l'usine Semperit d'Argenteuil, en lutte contre leur licenciement par cette multinationale du caoutchouc.

plus. Le donnant-donnant n'a jamais existé, et le patronat dit les choses clairement : il gagne, les travailleurs perdent.

Mais au-delà des créations d'emplois qui ne se produiront pas, les ordonnances Macron vont formidablement faciliter la tâche aux licenciés petits et grands. En particulier en ouvrant les vannes sur les licenciements individuels, qui sont déjà au nombre d'un million par an aujourd'hui. En s'appuyant sur cette affirmation grotesque selon laquelle « c'est la peur de ne pas pouvoir licencier qui empêche les patrons d'embaucher », les ordonnances Macron permettent de rendre infiniment plus simples les licenciements. D'abord en donnant (c'est le terme officiel) de la « visibilité » aux patrons par le plafonnement des indemnités de licenciement. Quelle que soit (ou presque) la cause d'un licenciement injustifié (sans cause réelle et sérieuse), un tribunal ne pourra désormais plus condamner un patron à payer au-delà d'une somme dérisoire : maximum un mois de salaire la première année d'ancienneté, dix mois de salaire pour dix ans d'ancienneté, et maximum vingt mois au-delà de vingt-neuf ans d'ancienneté.

Mais il y a aussi et surtout

la réduction du minimum garanti au salarié en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse. Jusqu'ici, le salarié ayant deux ans d'ancienneté recevait une indemnité de six mois de son salaire brut au minimum. Aujourd'hui, au-delà de deux ans d'ancienneté, ce minimum restera fixé à trois mois quelle que soit l'ancienneté. Et, dans la très grande majorité des cas, c'est bien le minimum que les Prud'hommes accordaient au salarié.

À ce tarif-là, on peut à bon compte parler de fin du CDI : un patron pourra jeter dehors quand il veut et comme il veut n'importe quel travailleur sans avoir à payer trop cher, et en pouvant rentabiliser en quelques mois l'amende payée, en embauchant un autre salarié plus jeune et donc moins bien payé, par exemple.

Bien d'autres dispositions des ordonnances vont dans le même sens : tout est fait pour faciliter le licenciement. Les patrons n'auront même plus à se fatiguer à devoir faire écrire une lettre de licenciement, le gouvernement poussant la bonté jusqu'à prévoir de leur fournir un modèle de lettre de licenciement préremplie ! Mais surtout, les ordonnances prévoient d'appliquer en la ma-

tière la règle dite du « droit à l'erreur ». C'est une crapulerie : aujourd'hui, une erreur même de forme dans des documents relatifs à un licenciement entraîne de fait la nullité de la procédure. Aujourd'hui, non seulement le gouvernement annule cette disposition, mais il permet aux patrons de rectifier a posteriori, c'est-à-dire après notification, une lettre de licenciement ! Autrement dit, si un motif de licenciement est jugé trop léger, il sera possible au patron de charger la barque après coup. Et le cabinet de conseil mentionné plus haut de jubiler : « *L'insuffisance de motivation de la lettre (de licenciement) ne privera pas à elle seule le licenciement de cause réelle et sérieuse.* »

Notons au passage que cette même disposition dite du droit à l'erreur devrait désormais s'appliquer aux CDD. Par exemple, aujourd'hui, le fait qu'un patron ne transmette pas son contrat de travail au salarié en CDD entraîne automatiquement la requalification du CDD en CDI. Les ordonnances suppriment cette disposition. Comme chacun sait, l'erreur est humaine.

Les ordonnances, en matière d'aides à la suppression d'emplois, prévoient également la possibilité de mettre en œuvre des ruptures conventionnelles collectives. Les ruptures conventionnelles existent déjà depuis des années et sont au nombre de 400 000 par an. De plus, la loi avait déjà permis à l'employeur de proposer des départs collectifs négociés qui n'étaient pas inclus dans les plans sociaux. Cette mesure renforce le dispositif.

Notons aussi une disposition pour laquelle le gouvernement peut difficilement faire semblant d'agir pour les PME-TPE : la possibilité pour un groupe multinational de licencier en s'appuyant sur des difficultés économiques au niveau natio-

nal uniquement, même s'il réalise de plantureux bénéfices dans ses autres filiales.

Et pour finir, le gouvernement a fait un cadeau aux plus grandes entreprises, au détriment des salariés les plus fragiles. Non seulement les ordonnances réduisent considérablement les droits des travailleurs victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, mais elles offrent aux employeurs la possibilité de s'exonérer de leur obligation de reclassement. Le Code du travail obligeait, en théorie, l'employeur à garantir le reclassement, au plus proche de son ancien emploi, du salarié revenant d'un accident du travail avec des capacités réduites. Bien souvent les grandes entreprises s'y refusaient et pouvaient être condamnées à verser aux salariés des indemnités assez conséquentes si ceux-ci avaient le courage de les attaquer. Dorénavant, les grands groupes auront satisfait leurs obligations s'ils se contentent de proposer un reclassement à l'intérieur de leur groupe... n'importe où dans le pays.

PRÉCARITÉ RENFORCÉE

Une part considérable des travailleurs est aujourd'hui employée en contrat précaire, intérim ou CDD. Et cela au mépris de toutes les lois existantes. Quasiment toutes les grandes entreprises utilisent ainsi une part importante de leur personnel, alors que la loi n'autorise ce recours, en dehors des remplacements, que pour répondre à des surcharges temporaires d'activité. Ces travailleurs, ou leurs remplaçants successifs, sont là souvent depuis des années... en toute illégalité. Les ordonnances viennent renforcer la liberté d'avoir recours à ces contrats précaires en permettant d'allonger la durée des contrats successifs, d'assouplir les conditions de leurs renou-

vellements, etc.

Le résultat est un encouragement à recourir encore davantage aux CDD et surtout à l'intérim, ce qui ne pourra qu'augmenter le nombre de travailleurs précaires ne disposant en conséquence que d'une paye précaire.

INVERSER LE RAPPORT DE FORCE

Répetons-le, il serait trop long de lister toutes les mesures propatronales de ce texte, qui ne contient que cela. On pourrait encore citer les contrats de chantier ou de mission, qui auront pour les patrons, l'avantage de faciliter la transformation de CDI en CDD de longue durée.

Il y a encore la refonte des instances de représentation des salariés dans l'entreprise (DP, CE et CHSCT) en une seule, le comité social et économique (CSE). Même si son fonctionnement, le nombre de délégués et les moyens restent à définir par décret, il est évident que cette mesure vise à amoindrir les possibilités d'intervention, déjà bien limitées, des militants syndicaux. Sans parler de la limitation du nombre de mandats dans le temps, puisque les ordonnances imposent aux futurs délégués de ne pas pouvoir

exercer plus de trois mandats consécutifs de quatre ans.

C'est un cadeau aux petites et moyennes entreprises, où le patronat ne supporte pas la présence syndicale. Pour les plus grandes entreprises, il en est autrement : celles-ci depuis longtemps ont su utiliser les syndicats.

Le patronat et ses serviteurs du gouvernement estiment visiblement que la conscience et la combativité des travailleurs leur permettront de passer sans coup férir en ce début de quinquennat. L'avenir dira s'ils se sont trompés.

Mais les ordonnances Macron ne tombent pas comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. Cela fait des années, des décennies même, que loi après loi les gouvernements successifs donnent des coups de canif, ou des coups de hache, aux droits que les travailleurs ont conquis en un siècle et demi de lutte des classes. Non seulement le patronat ne fait jamais de cadeaux et ne lâche jamais une seule mesure favorable aux travailleurs de son plein gré, il ne le fait que poussé par les mouvements sociaux ou la peur des mouvements sociaux ; mais il ne renonce jamais à reprendre un jour ce qu'il a dû, à un moment, céder. Retraites, salaires, temps et conditions de travail, congés payés... les



Les ordonnances réduisent considérablement les droits des travailleurs victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle.

patrons, s'ils estiment que les conditions sont favorables, cherchent à briser toutes les conquêtes du mouvement ouvrier, et ils ont commencé depuis longtemps, avec la complicité active des partis de la gauche gouvernementale et, en certaines périodes, des grandes confédérations syndicales. Comme l'écrivait très justement l'auteur d'une tribune, professeur de droit à Nanterre : « *Les ordonnances sont une marche de plus, taillée pour prolonger l'escalier que nous descendons depuis des décennies*¹. » Depuis les lois Aubry (1998-2002) qui ont organisé l'annualisation du temps de travail jusqu'aux récentes lois Macron (2015), Rebsamen (2015), El Khomri (2016), le patronat avance ses pions pour donner toujours moins de poids à la loi, commune pour tous les travailleurs et donc permettant une certaine prise de conscience de la communauté d'intérêts entre tous les tra-

vailleurs. Il s'agit de davantage diviser, émietter, dissoudre le monde du travail, de mettre toujours plus d'obstacles à la prise de conscience des intérêts généraux de la classe ouvrière et à la reconnaissance de droits valables pour tous.

Et ce serait sans doute un des effets les plus néfastes de ces textes. Les travailleurs vont se retrouver isolés, entreprise par entreprise, usine par usine, voire atelier par atelier, à devoir discuter de leurs intérêts respectifs. La conscience d'appartenir à une seule et même classe, et d'avoir à lutter ensemble autour de ses intérêts communs, ne pourra que reculer.

Les ordonnances Macron sont sinon la conclusion d'une telle évolution, du moins un pas important dans ce sens, pour retourner vers ce qui existait avant 1910 : le remplacement du Code du travail par le règlement intérieur des entreprises.

Nous n'en sommes pas là. Mais le patronat ne s'arrêtera pas en si bon chemin, si le monde du travail ne se dresse

pas face à lui. La défense du Code du travail n'est bien sûr pas une fin en soi : il n'est après tout que la codification de l'exploitation, et ce ne sont pas les partisans de l'abolition du salariat que nous sommes qui allons prétendre que le Code du travail est le sauveur suprême du monde du travail. Mais sa mise en pièces organisée par le patronat et le gouvernement n'en est pas moins un recul considérable, qui menace de rejeter les travailleurs des décennies en arrière. Pour s'y opposer, il faudrait inverser en profondeur le rapport de force, il faudrait que des millions de travailleurs reprennent conscience de leurs intérêts collectifs et de la force collective qu'ils représentent et s'en servent.

La première manifestation, mardi 12 septembre, a été un relatif succès. Il est impossible, à l'heure où nous écrivons, de savoir si le mouvement qui a commencé sera un jalon sur la voie de cette reprise de conscience. Mais il n'y a pas d'autre voie.

14 septembre 2017

¹ Emmanuel Dockès, « Banalité et radicalité d'une nouvelle destruction du droit du travail », *Le Monde*, 1^{er} septembre 2017.



À la manifestation parisienne du 12 septembre 2017.



Corée du Nord - États-Unis : derrière la surenchère guerrière

Après avoir lancé avec succès plusieurs missiles intercontinentaux, sans charge réelle et qui n'ont fait aucune victime, le régime de Corée du Nord a réalisé le 2 septembre un nouvel essai nucléaire qui, si l'on en croit la presse, serait bien plus puissant que les précédents. On a vu alors une nouvelle fois les responsables politiques français, Macron en tête, dénoncer la menace pour la paix mondiale que représenterait cet État. La presse a immédiatement emboîté le pas. Un quotidien a même parlé du dictateur nord-coréen, Kim Jong-un, comme de «l'homme qui menace la planète», expliquant que désormais les États-Unis et même la France seraient «théoriquement à portée de missile de la Corée du Nord». À se demander s'il s'agissait d'un article sur l'actualité internationale ou d'une promotion pour un film d'espionnage du temps de la guerre froide.

Cela fait maintenant plusieurs mois que les États-Unis ont décidé d'accroître la pression sur la Corée du Nord. En avril dernier, Trump avait annoncé l'envoi d'un porte-avions pour menacer le pouvoir de Pyongyang qui préparait son essai nucléaire. À peine quelques jours plus tard, la presse révélait que le fameux porte-avions se dirigerait en réalité... vers l'Australie. Le gouvernement américain avait dû confirmer l'information, avouant que son chef d'État avait, une nouvelle fois, parlé un peu trop vite et que l'attitude de ce dernier recouvrait une large part de bluff. Cela ne l'a pas refroidi pour autant. En août dernier, Trump a promis à la Corée du Nord «le feu et la fureur», et dit, après le dernier essai nucléaire de cette dernière, qu'il n'excluait pas l'usage de l'arme atomique. S'il fallait mettre un visage sous la formule «l'homme qui menace la planète», celui de Trump y

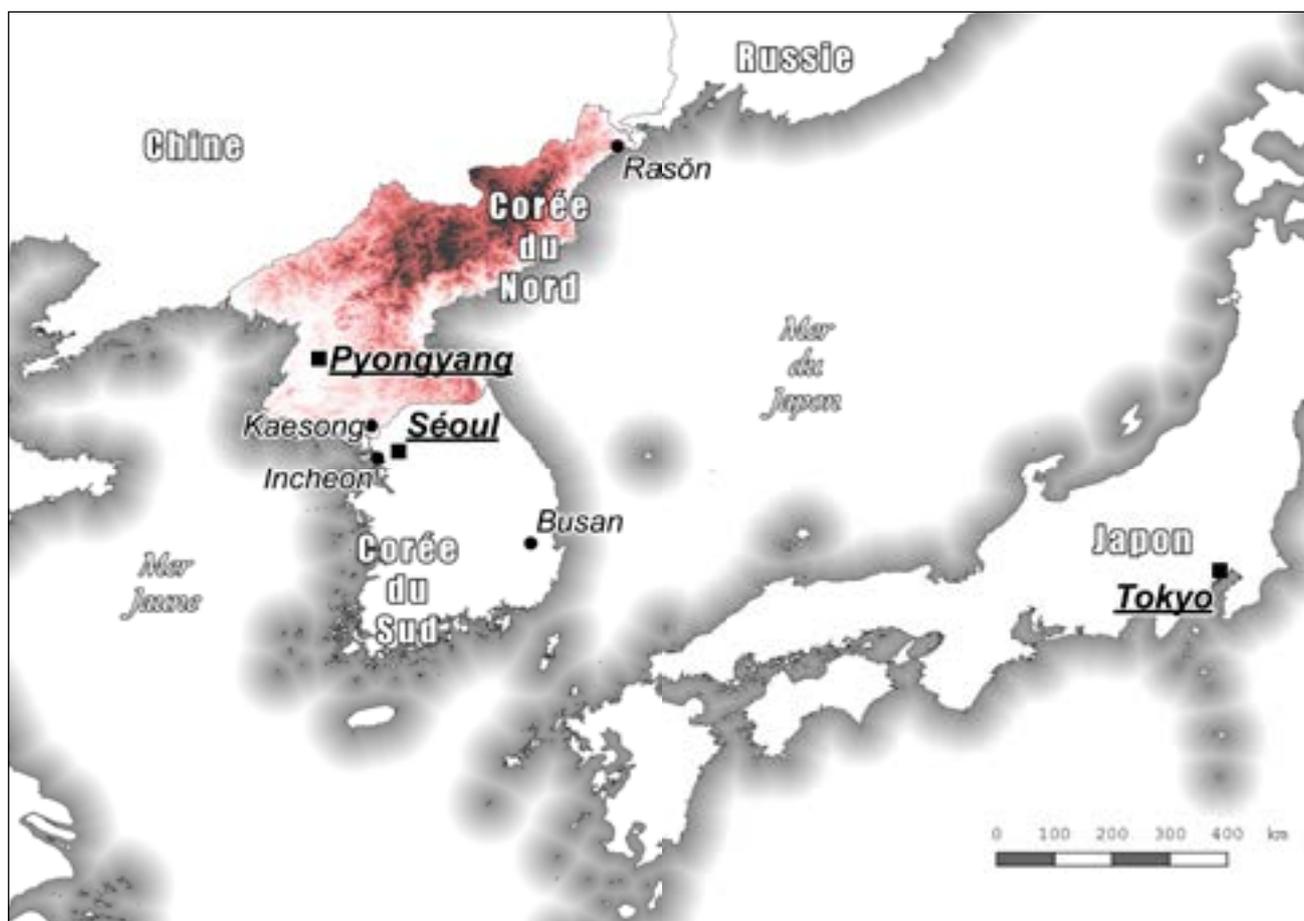


Article du Parisien du 5 septembre 2017, au titre aussi stupide que racoleur.

serait bien plus légitime que celui de Kim Jong-un.

Mais si les surenchères se succèdent, ni l'un ni l'autre n'a intérêt à une guerre aux conséquences incalculables. Et ce qui semble au premier abord être un bras de fer entre ces deux dirigeants masque la pression des États-Unis sur tous les pays de la région, à commencer par la

Chine, le soutien officiel du régime nord-coréen. Et puis, derrière ces pressions, il y a aussi la nécessité pour cet impérialisme de justifier sa présence militaire permanente dans cette région du globe depuis 1945, à travers ses bases notamment sud-coréennes et japonaises, et cela tant aux yeux des populations locales que de la population américaine.



LA PARTITION DE LA PÉNINSULE CORÉENNE, CONSÉQUENCE DE LA POLITIQUE IMPÉRIALISTE AMÉRICAINE

Cela fait au moins un siècle que les populations de Corée voient leur vie bouleversée par les interventions de l'impérialisme, japonais d'abord, américain ensuite. La colonisation par le Japon, commencée par un protectorat en 1905 et qui s'est finie en 1945 avec la défaite militaire de ce pays, a été d'une extrême férocité. Les 200 000 jeunes femmes et même jeunes adolescentes coréennes transformées par la dictature japonaise en esclaves sexuelles pour son armée durant la Deuxième Guerre mondiale en sont un symbole terrible.

À la fin de la guerre, l'impérialisme américain et l'URSS ont occupé conjointement le territoire coréen. Au nord comme au sud, les deux puis-

sances voulaient éviter toute vacance du pouvoir. Le partage des deux Corées se mettait en place. Au sud, l'impérialisme américain installa une dictature militaire à sa botte en recyclant des dirigeants qui s'étaient compromis lors de l'occupation japonaise. Au nord, un pouvoir se mit en place sous le contrôle de l'armée soviétique. Les dirigeants nord-coréens de l'après-guerre se revendiquaient du communisme et du marxisme. C'était déjà une tromperie cautionnée par l'URSS stalinienne. Ils étaient alors capables de mesures radicales comme la confiscation sans compensation des grandes exploitations agricoles et leur redistribution gratuite à des paysans sans terre, ils n'ont jamais défendu ni de près ni de loin les perspectives du communisme révolutionnaire et les intérêts politiques de la classe ouvrière de Corée ou d'ailleurs.

Au début de la guerre froide,

les nationalistes du Nord tentèrent de réunifier le pays en misant sur le rejet de la dictature pro-américaine par la population du Sud. Les États-Unis envoyèrent massivement des troupes, juste avant que l'effondrement militaire de l'armée sud-coréenne soit total. Ce fut le début d'une guerre dévastatrice pour la Corée et qui menaça la planète d'un nouvel embrasement généralisé. La guerre de Corée dura de 1950 à 1953, opposant la dictature militaire du Sud et l'armée américaine d'un côté aux nationalistes du Nord rapidement soutenus par l'intervention massive de l'armée chinoise. Elle fit près de deux millions de victimes.

Si bien des médias et des politiciens aiment prendre en exemple le régime de Corée du Nord pour caricaturer les idées communistes, de fait depuis longtemps le régime ne se revendique même plus du communisme. Il se revendique du *juche*, la « pensée » de son di-

rigeant de la première heure, Kim Il-sung, le grand-père du dictateur actuel. Mais cela n'a pas empêché l'impérialisme américain de faire payer très cher aux Nord-Coréens la relative indépendance de leur pays en imposant depuis 1953 un embargo visant à étouffer leur économie. Le pouvoir nord-coréen a réussi à échapper à l'isolement total en nouant des relations avec la Chine, l'URSS puis la Russie et pendant toute une période avec plusieurs pays du bloc de l'Est. Mais il n'est évidemment pas sorti de son sous-développement. Et son isolement forcé a eu des conséquences dramatiques comme des famines dont la dernière date officiellement de la fin des années 1990.

La survie de l'État nord-coréen ne pouvait que passer, et passe toujours en réalité, par de plus en plus d'échanges économiques avec la Chine, la Corée du Sud et d'autres partenaires. Pendant presque deux décennies, à partir du milieu des années 1970, le régime a espéré profiter de l'ouverture économique de la Chine que l'impérialisme américain avait été contraint de concéder à la fin de la guerre du Viêt-Nam. Mais c'est encore la puissance américaine qui a refermé la porte à la fin des années 1990, commençant déjà à viser la Corée du Nord pour faire pression sur la Chine.

Si le régime nord-coréen s'est lancé dans l'industrie nucléaire, c'est d'abord parce qu'il avait un besoin vital de ressources énergétiques auxquelles l'embargo lui empêchait d'avoir accès. Quant à l'arme nucléaire elle-même, si le régime cherche à la maîtriser, ce n'est pas pour des raisons de domination du monde comme disent ceux qui véhiculent les préjugés anticomunistes les plus primaires. C'est une sorte d'assurance-vie face à la pression et à la menace de l'impéria-

lisme américain. Et à plusieurs reprises l'arrêt du programme nucléaire ou son gel a été, pour le régime nord-coréen, un élément de négociation. Il y a dix ans par exemple, le régime avait accepté de démanteler son centre de recherche atomique en échange de la livraison d'un million de tonnes de fuel.

À l'opposé, la Corée du Sud fut constamment sous perfusion de capitaux américains, notamment au moment de la guerre du Viêt-Nam où le pays fut un des fournisseurs principaux de l'armée américaine. Associé à cet afflux d'argent, un strict étaticisme économique encadré par des plans quinquennaux fut à l'origine de l'industrialisation rapide du pays, engendrant, à partir du sous-développement initial, des entreprises géantes et modernes. Le pouvoir partagea alors tout ce capital industriel entre un nombre très restreint de mains qui formèrent les grands groupes sud-coréens connus aujourd'hui sous le nom de chaebols, comme Samsung, Hyundai, LG et d'autres. Évidemment, tous les capitaux américains déversés en Corée du Sud ont aussi, si ce n'est en premier lieu, profité aux groupes industriels américains qui se sont considérablement enrichis du développement économique du pays.

Tout en étant une épine dans le pied des États-Unis et un adversaire des dictatures militaires de Corée du Sud, le régime de Corée du Nord a aussi fait leurs affaires. En jouant de la « menace communiste », les États-Unis ont pu faire accepter le maintien de leur présence militaire au Japon et en Corée du Sud, jusqu'à aujourd'hui. En Corée du Sud, les dictatures militaires, qui se sont succédé jusqu'à la fin des années 1980, ont largement usé de la propagande anticomuniste pour justifier la répression et la terreur à l'encontre de la classe ouvrière sud-coréenne. Tout

militant contestant la dictature patronale pouvait être accusé de faire le jeu du régime du Nord voire d'être un espion à sa solde. Au milieu des années 1970, huit personnes prises au hasard parmi des contestataires du régime, des travailleurs, des étudiants et même des prêtres furent condamnées à mort et exécutées sous l'accusation d'avoir préparé un complot en lien avec la Corée du Nord.

Aujourd'hui, en Corée du Sud, les militaires ne sont plus sur le devant de la scène politique. Mais l'armée n'en est pas moins présente en coulisses. Chaque année, depuis 1976, ont lieu en août des exercices militaires conjoints entre l'armée américaine et l'armée sud-coréenne, engageant des dizaines de milliers de soldats simulant une attaque contre la Corée du Nord. Le poids financier de cette armée suréquipée grâce au soutien américain pèse sur la population sud-coréenne. Ainsi le bouclier antimissile américain THAAD déployé en Corée du Sud a suscité des manifestations à plusieurs reprises dans le pays. Et Trump a même déclaré qu'il serait approprié que la Corée du Sud paye pour ce système, dont le coût est estimé à un milliard de dollars.

LA POLITIQUE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN AUJOURD'HUI

Le prétendu « danger nucléaire nord-coréen » tombe à pic pour justifier cette présence militaire américaine dans la région et la politique agressive de l'impérialisme américain.

C'est d'abord la Chine que l'administration américaine vise. La Chine est le partenaire principal du régime de Pyongyang. Est-ce un hasard si les pressions sur la Corée du Nord sont montées en puissance, depuis des années, en pa-

rallèle avec l'intégration croissante de l'économie chinoise dans le marché mondial? C'est à travers la frontière sino-coréenne que passent la majorité des échanges économiques internationaux de la Corée du Nord, et notamment les livraisons d'hydrocarbures vitales au fonctionnement de l'économie nord-coréenne. Même quand les sanctions de l'ONU à l'égard de la Corée du Nord ont été acceptées par la Chine, cela n'a jamais signifié l'arrêt complet de ces échanges qui passent par un nombre considérable d'intermédiaires locaux. Sous la pression des États-Unis, en 2003, la Chine est allée jusqu'à couper pendant trois jours les livraisons de pétrole à la Corée du Nord. Mais elle ne l'a jamais refait depuis. Aujourd'hui c'est essentiellement elle qui profite des richesses minières nord-coréennes qui sont loin d'être négligeables et elle ne voit pas pourquoi elle devrait y renoncer.

Le Japon est l'impérialisme rival des États-Unis dans la région. Et les relations entre les deux puissances ont toujours été un élément crucial de la politique américaine. De la guerre de Corée à la diabolisation actuelle du régime de Pyongyang, en passant par l'intervention américaine au Viêt-Nam, les États-Unis ont pour l'instant toujours su s'assurer la collaboration japonaise. En apparence, la rivalité économique américano-japonaise peut sembler être relativement détendue depuis plusieurs décennies. Mais il est certain que le poids économique et politique du Japon est un facteur qui pèse dans les calculs de Washington, surtout en période de crise économique. Pour l'instant, en tout cas, le Japon marche dans les combines de Trump.

Quant à la Corée du Sud, celle-ci a toujours été un allié soumis des États-Unis. Mais elle possède aujourd'hui des entre-

prises dont certaines sont devenues concurrentes de celles de sa puissance tutélaire. La rivalité entre Samsung et Apple sur le marché des télécommunications en est un exemple. Les industries automobile et navale sud-coréennes sont très compétitives, pour utiliser le jargon des capitalistes. Cela n'a pas supprimé le rapport de domination entre les États-Unis et la Corée du Sud. Mais cela en a un peu modifié les termes.

Les intérêts immédiats des groupes sud-coréens ne sont pas toujours en phase avec les choix de la politique américaine. Bien sûr, la présence du « diable » nord-coréen a largement servi la bourgeoisie sud-coréenne, en lui permettant de justifier la répression et l'exploitation qu'elle a toujours fait subir à sa classe ouvrière. Mais en même temps, elle a aussi cherché de son côté à nouer des relations économiques avec le Nord. Il y a là des matières premières inté-



REUTERS

Pont sur la rivière Yalu à Dandong, l'un des principaux points de passage des échanges commerciaux entre la Chine et la Corée du Nord. Au premier plan, le pont détruit par l'armée américaine en 1950 lors de la guerre de Corée.

ressant le Sud, comme le charbon, le fer et d'autres minerais. Sans parler des travailleurs nord-coréens, qui pourraient être une main-d'œuvre qualifiée très bon marché pour les capitalistes sud-coréens.

C'est d'ailleurs ce qui a motivé la création en 2003 de la zone économique de Kaesong, en Corée du Nord, à cinq kilomètres de la frontière. 50 000 ouvriers nord-coréens y venaient quotidiennement travailler dans plus d'une centaine d'entreprises sud-coréennes. En février 2016, après un tir de fusée nord-coréen et surtout sous la pression du gouvernement Obama, le régime sud-coréen a dû suspendre les activités de ses entreprises dans la zone de Kaesong. Mais depuis plusieurs mois le pouvoir actuel, sous la pression des industriels sud-coréens, cherche à la remettre en activité. Fin août, en pleine période de « tension nucléaire » et alors que les armées sud-coréenne et américaine procédaient à leurs exercices militaires annuels, le gouvernement sud-coréen a officiellement réclamé la réouverture de la zone de Kaesong. Et ce n'est pas le régime de Pyongyang qui s'y oppose, c'est la diplomatie américaine.

LA MENACE N'EST PAS LÀ OÙ ON VEUT NOUS LE FAIRE CROIRE

Alors, on ne voit pas, dans les rapports de force entre les États-Unis, le Japon, la Chine et les deux Corées, ce qui pourrait aujourd'hui entraîner un réel déclenchement des hostilités. Aucune des parties n'y a intérêt. Et les rodomontades de Kim Jong-un servent de prétexte aux États-Unis pour justifier leur politique de domination sur toute la région.

Il est vrai que les deux protagonistes, Trump d'un côté, Kim Jung-un de l'autre, jouent la carte de la provocation. Quelle est la part de mise en scène, quelle est la part de délire personnel derrière leur attitude ? Impossible de le savoir. Et de toute façon, les politiques des États qu'ils représentent ont des motivations plus fondamentales.

Pour Kim Jung-un, sa dictature repose sur un nationalisme exacerbé qui est son principal point d'appui et qui le pousse à la surenchère. Mais il ne faut pas se fier aux caricatures des médias, le régime de Pyongyang cherche toujours à nouer des partenariats éco-

nomiques autant qu'il le peut. En plus de la zone Kaesong, une zone économique et commerciale à Rason, à la triple frontière sino-russo-nord-coréenne, a été relancée en 2010 pour permettre aux investisseurs étrangers de s'installer. Et on y trouve la plus grosse raffinerie de pétrole de Corée du Nord. L'isolement du pays n'est dû qu'à la politique d'embargo des États-Unis.

En ce qui concerne Trump, ce n'est pas la première fois qu'un président des États-Unis a la réputation de ne pas avoir toute sa tête. Mais cela n'a jamais gêné l'impérialisme américain. Son appareil d'État est constitué de hauts fonctionnaires sélectionnés, qualifiés, dévoués à ses intérêts et qui savent gérer, contrôler voire utiliser les excès de celui qui incarne le pouvoir. La politique agressive de l'impérialisme américain a des causes bien plus fondamentales que les provocations du dictateur nord-coréen, à savoir la crise économique mondiale et les tensions géopolitiques qu'elle exacerbe. Et s'il y a une menace pour la stabilité de cette région du monde, elle est bien là.

13 septembre 2017



Au Venezuela, la droite veut en finir avec le régime chaviste de Maduro

Le texte que nous publions pages 21-22, écrit par nos camarades de Voz Obrera (Espagne), et publié le 11 août dernier sur le site de l'Union communiste internationaliste (UCI), se réfère à une période de tensions liées entre autres à un référendum suivi de l'élection de l'Assemblée constituante. Depuis, la crise politique et économique que subit le Venezuela ne s'est pas atténuée, même si la presse internationale ne fait plus état d'affrontements aussi violents et meurtriers que ceux qui ont marqué le début de cet été.

Mais les difficultés qu'affronte la population laborieuse du pays sont toujours là, plus fortes que jamais. Quant aux dérives autoritaires du pouvoir, elles sont, en grande partie, une réponse à l'offensive des forces dites de l'opposition démocratique et incarnées essentiellement par des personnalités issues de la haute bourgeoisie du pays et des forces politiques à leur service.

Il faut le savoir. Mais il faut aussi se garder d'exonérer le régime de ses responsabilités dans cette évolution. Pas plus qu'il ne faut nier le développement, au Venezuela, d'une couche de profiteurs, petits, moyens et grands liés au régime, ni fermer les yeux sur la corruption qui s'y est développée.

Nous n'avons jamais pensé que le régime de Chavez, le chavisme, qui ne prétend pas s'en prendre au capitalisme mais veut simplement le «réformer» en fonction des intérêts du «peuple» vénézuélien, offre une issue viable à long terme pour les populations soumises aux diktats de l'impérialisme et de ses trusts. Sur ce terrain, de multiples tentatives se sont multipliées depuis plus d'un siècle. En Amérique latine, ce fut le cas à Cuba, au Nicaragua, au Chili, en Uruguay pour ne citer que quelques exemples. Tout comme d'autres courants qui se disent «populistes», bolivariens, castristes, guevaristes, socialistes, les chavistes ont tenté de desserrer le carcan imposé par l'impérialisme américain¹. Ils espèrent pouvoir le faire dans le cadre étroit des frontières nationales. Ils prétendent offrir une issue viable à long terme pour les populations soumises au diktat de l'impérialisme et de ses trusts. Ils ont eu l'audace de prendre la tête de luttes radicales. Mais ils ont en commun de ne pas préparer la classe ouvrière à des luttes pour le renversement du capitalisme à l'échelle du monde. Les tentatives se sont pourtant multipliées depuis plus d'un siècle, en Amérique latine et ailleurs, mais faute d'une perspective communiste révolutionnaire, en Amérique latine comme ailleurs, les combats se mènent à l'échelle de chaque pays alors que la bourgeoisie, les possédants mènent, quelles que soient leurs rivalités, leur guerre sociale à l'échelle du monde.

Mais, pour revenir au Venezuela, en aucun cas les critiques que nous faisons de ces tentatives ne doivent se confondre avec celles de l'opposition de droite vénézuélienne, soutenue, voire impulsée – et c'est significatif – par de prétendus démocrates, comme Trump aux États-Unis, dont la conception de la démocratie est à géométrie très variable, et surtout impitoyablement au service des plus puissants pil- leurs de la planète.

En réalité, tout comme Macron ici, ces chefs d'État se soucient surtout de la liberté des capitalistes d'exploiter. Ils critiquent Maduro et son régime dans les mêmes termes, et pour les mêmes raisons, qu'ils critiquaient hier Fidel Castro et ce régime cubain qui avaient osé défier l'impérialisme américain, à quelques encablures de la Floride.

Nous choisissons notre camp et nos solidarités, sans complaisance, mais sans ambiguïté.

12 septembre 2017

¹ Lire à ce propos l'article paru dans *Lutte de classe* n° 147 (novembre 2012): «Venezuela – Derrière la vitrine des programmes sociaux, Chavez remplit sa mission vis-à-vis du grand capital», accessible sur Internet (site de Lutte ouvrière, onglet Mensuel).

L'attaque manquée d'un groupe de l'armée vénézuélienne contre une caserne militaire, le 6 août dernier, illustre combien la droite cherche à provoquer un coup d'État militaire pour abattre le gouvernement de Nicolas Maduro. La crise politique vénézuélienne s'est approfondie suite à la publication des résultats des élections à l'Assemblée constituante. Le conflit institutionnel entre la présidence de Maduro, successeur d'Hugo Chavez, et l'opposition de droite rassemblée dans la MUD (« plate-forme de l'unité démocratique »), majoritaire au Parlement depuis les dernières élections en décembre 2015, a débouché sur un affrontement permanent; Maduro se maintient au pouvoir grâce à l'armée et à un certain soutien des classes populaires tandis que la droite essaie par tous les moyens de le déboulonner.

La convocation d'une Assemblée constituante a été la réponse de Maduro et du régime chaviste au boycott permanent que la droite oppose au gouvernement. En effet, le rejet des gouvernements chavistes par la droite et ses partis dure depuis l'élection de Chavez en 1999. La raison? Le chavisme les a écartés de l'appareil d'État et des

postes dirigeants de l'économie, où se joue la redistribution de la rente pétrolière. Il faut rappeler que le Venezuela est l'un des grands producteurs mondiaux de pétrole membres de l'OPEP et que son État survit et paie ses fonctionnaires essentiellement grâce aux revenus de cette matière première. La bourgeoisie vénézuélienne, rentière, tire la majeure partie de ses bénéfices de cette ressource unique, directement ou indirectement. C'est la corruption endémique de cette structure étatique qui assurait son pouvoir à l'oligarchie, jusqu'à ce que Chavez arrive au pouvoir et mette à l'écart ces politiciens et hauts fonctionnaires.

LA DROITE S'ORGANISE CONTRE LE RÉGIME CHAVISTE

La plate-forme de l'opposition, la MUD, dont les leaders connus sont Leopoldo Lopez, Maria Corina Machado et Henrique Capriles, représente les familles de l'oligarchie qui gouvernait traditionnellement le pays et qui, depuis 1999, veut à tout prix reprendre son pouvoir politique. Ces politiciens ont tout d'abord soutenu le putsch manqué contre Chavez en 2002

avant d'organiser la MUD, de faire campagne pour le boycott des élections, sans rencontrer un grand écho; puis ils ont participé aux élections, sans obtenir de majorité. À chaque défaite électorale, ils dénonçaient des fraudes et la « dictature » chaviste, alternant les manifestations de rue et les grèves pour déstabiliser le régime se réclamant de la « révolution bolivarienne ». Ce n'est qu'en 2015 que la droite, par ailleurs accusée de fraude par les tribunaux, est parvenue à rassembler une majorité au Parlement.

Depuis la mort de Chavez en 2013 et l'élection de Maduro comme son successeur, la droite a combiné les accusations de fraude électorale à l'encontre de Maduro avec les appels à l'insurrection militaire et à la grève générale; avec un référendum, il y a quelques semaines, sur la révocation de Maduro; enfin avec le boycott de l'élection à la Constituante.

D'autre part, la MUD a réussi à isoler Maduro sur la scène internationale. Au moment où la droite revenait au gouvernement dans toute l'Amérique latine, où seul l'Uruguay a un gouvernement marqué à gauche, le président Maduro s'est retrouvé coupé des organismes supranationaux du continent. Le dernier épisode en date a été celui du Mercosur. Derrière ces événements, on voit sans peine la main de l'impérialisme nord-américain et celle de l'Union européenne, qui n'a pas reconnu les dernières élections. Jusqu'au Vatican qui s'est prononcé dans ce sens.

Il faut souligner l'attitude hypocrite des États-Unis et de l'UE, gardiens des intérêts impérialistes, dans ce soutien à la MUD contre Maduro. En Espagne, par exemple, le gouvernement de droite de Rajoy, qui verrouille ses portes pour empêcher l'entrée des migrants africains et des réfugiés, qui refuse



Maduro, prenant la parole le 21 mai 2016 dans un camp d'entraînement de l'armée, un des piliers du régime.



Supermarché pillé.

Avec la baisse de la rente pétrolière, la nourriture manque...

l'asile politique aux Sahraouis du Maroc ou aux Rifains luttant contre le régime de Mohammed VI, accorde le statut de réfugié à des centaines de Vénézuéliens, des opposants d'extrême droite ou simplement des gens qui fuient la situation économique désastreuse de leur pays; ainsi le gouvernement espagnol utilise la crise politique vénézuélienne pour ses propres besoins de politique intérieure. Ce sont 250 000 Vénézuéliens qui sont arrivés en Espagne ces dernières années.

Face à cette situation, Maduro a réagi par la convocation, dimanche 30 juillet, d'une Assemblée constituante afin de se débarrasser du boycott parlementaire de la droite. Malgré le blocage, malgré une grève politique avortée et des dizaines de manifestations contre le régime, les élections se sont tenues, avec un résultat officiel de 41% en faveur de Maduro, soit 8 millions d'électeurs, ce qui est élevé vu la situation. Même si l'on accepte de reconnaître le « trucage » dont parle l'opposition, l'entreprise Smartmatic qui organisait l'élection avance le chiffre de 7 millions et non 8, ce qui indiquerait qu'il existe encore, à travers le pays, un fort soutien du régime chaviste dans les classes populaires. Ce soutien est sans doute bien

souvent nuancé de critiques: les mesures mises en place par Maduro n'ont pas résolu le problème de pénurie dont souffre la population car elles n'ont jamais menacé d'expropriation la bourgeoisie rentière, qui cherche désespérément à revenir au pouvoir.

LA CRISE ÉCONOMIQUE AU VENEZUELA

La crise institutionnelle et politique n'est en réalité que la manifestation d'une crise économique, produit de la crise du capitalisme mondial et de la baisse des prix du pétrole, cette matière première étant l'unique source de revenus qui permettait pendant un temps l'équilibre budgétaire du pays. Ce sont en premier lieu les classes populaires qui en font les frais, frappées par la pénurie de produits de première nécessité: produits alimentaires, médicaments... Les classes moyennes sont également touchées et nombreux sont ceux, parmi elles, qui choisissent l'émigration.

Jusqu'à présent, le chavisme s'était attiré l'estime et la reconnaissance des classes populaires par le développement des services publics essentiels, la santé et l'éducation, au tra-

vers des « missions », ainsi que par la défense des droits des travailleurs, ce que n'ont jamais fait, bien sûr, les partis de l'oligarchie. La chute des revenus pétroliers a rendu impossible la poursuite d'une telle politique. Et, contrairement à ce que prétend Maduro, le problème n'est pas d'avoir une bourgeoisie « patriote » au lieu d'une bourgeoisie traîtresse et accapareuse; il s'agit simplement du système capitaliste et de ses crises.

Malgré tout, Maduro jouit encore d'un soutien important parmi les classes populaires. Jusqu'à quand? La voie qu'il a choisie, consistant à asseoir la légitimité de son gouvernement sur des élections, truquées ou non, n'est pas une solution. L'opposition l'a isolé sur la scène internationale et les institutions du pays souffrent des mêmes défauts que ceux qui ont amené l'épuisement des partis politiques traditionnels. S'il perd petit à petit le soutien populaire, son isolement ira croissant; comme cela a été le cas des autres régimes nationalistes d'Amérique latine, et récemment encore au Nicaragua et au Brésil, le pays passera sous la coupe de gouvernements fantoches aux ordres des États-Unis et, surtout, du capital.

La voie du coup d'État reste ouverte pour la droite qui n'hésitera pas à s'y engager si elle ne peut renverser le chavisme par d'autres moyens. On sait ce que cela signifierait pour les classes populaires. Jusqu'à présent, la MUD n'a pas obtenu les résultats escomptés et s'est montrée incapable de s'attirer de larges couches des classes populaires afin de faire pencher la balance en sa faveur. C'est que la population sait pertinemment que cette opposition ne cherche qu'à prendre la place des dirigeants chavistes pour mieux exploiter les classes laborieuses.

Voz Obrera, 11 août 2017.



La situation en Côte d'Ivoire, depuis les mutineries et la grève des fonctionnaires

Le présent article est paru dans le numéro 236 (15 septembre 2017) du journal *Le pouvoir aux travailleurs*, publication en Côte d'Ivoire de nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI).

Depuis l'accession au pouvoir de Ouattara, la Côte d'Ivoire a connu une période de reprise économique. Les chiffres de la croissance économique ont même frôlé les deux chiffres. Les tenants du pouvoir ont fait miroiter « l'émergence à l'horizon 2020 », mais les travailleurs et les populations pauvres n'ont pas bénéficié des retombées de cette relative prospérité économique.

Sur le plan politique, le pouvoir en place a joui globalement d'une stabilité relative, après des années de guerre civile. L'administration s'est déployée partout.

Tout semblait donc aller pour le mieux pour le régime en place. Jusqu'à ce que, patatras, la révolte éclate chez les militaires, ponctuée par une grande grève des fonctionnaires. Sans compter les bagarres au sein de la coalition au pouvoir, le RHDP, en vue des échéances électorales de 2020. Tout cela vient mettre à nu la fragilité de l'édifice.

LA PROSPÉRITÉ ÉCONOMIQUE NE PROFITE QU'AUX RICHES

Le secteur du bâtiment et des travaux publics, même s'il commence à s'essouffler, a été l'un

des moteurs de cette reprise. D'abord il s'agissait de remettre sur pied les infrastructures en état de dégradation, car le pays venait de sortir d'une crise militaro-politique. Il en fallait aussi de nouvelles, pour rattraper le retard pris. Ainsi des ponts, des échangeurs, des autoroutes ont été construits. Devant la pénurie de logements estimée par le gouvernement à 60 000 logements par an, des chantiers de construction de maisons d'habitation et d'immeubles se sont multipliés.

Le gouvernement a annoncé récemment la construction d'un train urbain dénommé métro d'Abidjan. Et, selon les dires des autorités, le démarrage des travaux est imminent.

La demande de terrains industriels est telle qu'à Yopougon une superficie de près de 1 000 hectares a été mise en valeur pour accueillir une nouvelle zone industrielle moderne. Dans la ville de Grand-Bassam, à une cinquantaine de kilomètres au sud d'Abidjan, un espace de 180 hectares est en cours de travaux pour être transformé en zone franche et accueillir des entreprises liées aux nouvelles technologies.

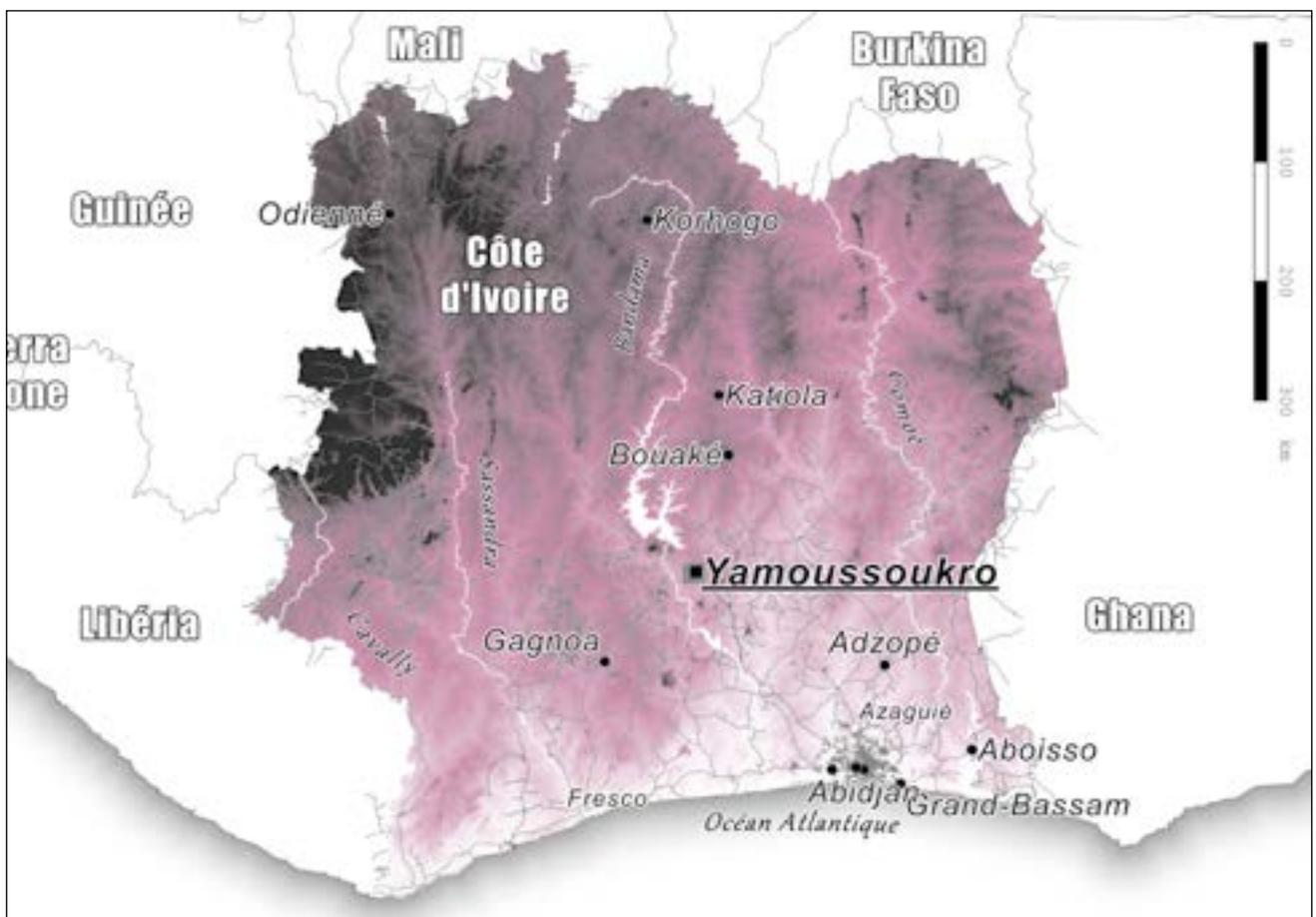
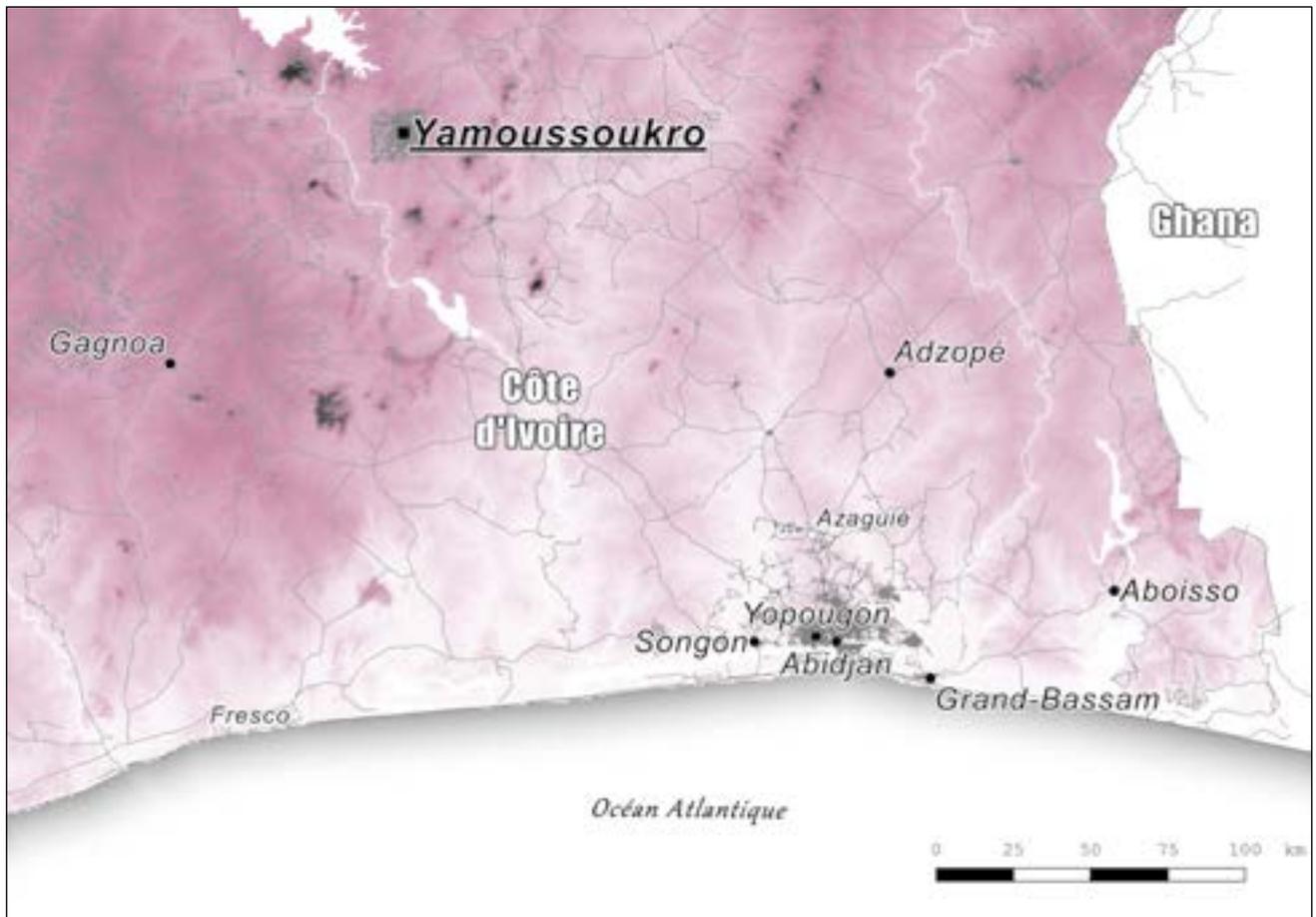
La pression immobilière est telle que le gouvernement a « déguerpi » [fait déguerpir] des

populations pauvres installées sur des sites dits à risque, afin de mettre ces terrains à la disposition des promoteurs immobiliers.

La multiplication d'appartements luxueux dans les quartiers huppés, la prolifération des voitures de grosse cylindrée dans les rues de la capitale, l'augmentation du nombre de centres commerciaux et la construction d'hôtels de luxe pour satisfaire les besoins d'une clientèle aisée attestent d'une embellie des affaires pour les classes riches.

Pour les travailleurs et l'ensemble des populations pauvres, la situation ne cesse de se dégrader. De fait, les attaques des riches contre les pauvres ne se sont jamais arrêtées. La population pauvre a subi des augmentations énormes des loyers, du prix du transport, des prix des denrées et des produits de première nécessité tels que le riz, l'huile, etc.

En 2013, après vingt-cinq années de blocage des salaires, le gouvernement a procédé au passage du smig [salaire minimum] de 36 000 à 60 000 francs CFA (55 à 95 euros). Il a eu le culot de présenter cela comme un cadeau représentant la part de croissance en faveur des travailleurs, alors que c'est tota-



lement dérisoire comparé au coût de la vie qui n'a cessé de s'accroître. Néanmoins, même pour que ce nouveau smig entre réellement en application dans certaines entreprises, il a fallu que les travailleurs se mobilisent et se mettent en grève.

Les travailleurs souffrent des bas salaires, mais aussi de la dégradation continue des conditions de travail du fait de la généralisation du travail précaire. La grande majorité d'entre eux sont devenus des journaliers à vie.

Le renchérissement du coût de la vie a fait naître une grogne palpable au sein de la population pauvre. Pour calmer cette grogne, le gouvernement a tenté de faire porter le chapeau aux petits commerçants. Il a fait tout un battage médiatique sur sa prétendue volonté de lutter contre la vie chère en rendant par exemple obligatoire l'affichage des prix, comme s'il suffisait que les commerçants affichent les prix pour qu'ils soient tout à coup accessibles aux populations. Il y a eu également quelques opérations médiatisées de contrôle des prix ainsi que des instruments de mesure chez le petit détaillant. Des émissions télé ont été mises sur pied pour expliquer aux populations l'évolution des prix. Toutes ces mesures ont en commun de ne pas toucher aux intérêts des grands capitalistes, qui sont pourtant les vrais responsables du renchérissement du coût de la vie.

Le coup de colère des soldats du rang ainsi que la grève importante dans la fonction publique sont une des conséquences directes de la dégradation des conditions de vie des couches pauvres.

LES MUTINERIES À RÉPÉTITION ONT FAIT TREMBLER LE POUVOIR

Le 6 janvier dernier, environ

8 400 soldats de l'armée régulière se sont mutinés dans plusieurs villes. Ce sont des soldats des Forces nouvelles, ex-rébellion du Nord, qui ont été enrôlés dans l'armée régulière après l'arrivée de Ouattara au pouvoir.

Ils revendiquaient une prime de 12 millions de francs CFA [18 300 euros] qui leur aurait été promise par le couple Soro-Ouattara, s'ils parvenaient à faire partir Gbagbo du pouvoir. Ils exigeaient aussi la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage au grade supérieur, un logement pour chacun d'eux.

Face à l'ampleur de la mutinerie, le gouvernement a cédé à leurs revendications. Il leur a été versé 5 millions de francs CFA [7 633 euros] séance tenante (soit quatre ans de salaire moyen d'ouvrier) et le reliquat devrait leur être versé en tranches d'un million de francs CFA [1 500 euros] par mensualités à partir du mois de mai.

En cédant rapidement aux revendications des soldats en colère, le pouvoir venait d'ouvrir la boîte de Pandore. D'autres soldats, d'autres corps (gendarmes, ex-FDS [ex-Forces de défense et de sécurité pro-Gbagbo, intégrées à l'armée de Ouattara], pompiers, personnel pénitentiaire, douaniers, etc.) se sont mis eux aussi dans la danse. Là, le gouvernement n'a rien voulu céder et a usé du bâton. Il y a eu des affrontements à Yamoussoukro et à Abidjan; ces manifestations ont officiellement fait quatre morts.

La situation semblait maîtrisée lorsqu'en février éclata une nouvelle mutinerie, celle des soldats des Forces spéciales estimés à 2 600 éléments, censés être l'élite de l'armée. Ils ont fait monter les enchères en réclamant 17 millions de francs CFA [25 950 euros] pour tous.

Le gouvernement a essayé d'éteindre le feu rapidement en

leur promettant le versement de cette somme. Mais, pour faire mine de montrer qu'il ne tremble pas devant la rébellion, il a prétendu n'avoir rien cédé. Les journalistes qui ont ébruité cette affaire ont été jetés en prison et n'ont été libérés que grâce à la mobilisation de leurs collègues de la presse.

Au mois de mai, le pays a de nouveau été secoué par une autre mutinerie. L'accord conclu avec les soldats mutins suite à leur mouvement de janvier arrivait à échéance et le gouvernement avait affiché son refus de respecter ses engagements. Aussi, le 11 mai, la plupart des camps militaires (Bouaké, Abidjan, Korhogo, Odienné) sont entrés en ébullition. Dans un premier temps, le pouvoir a voulu utiliser la fermeté en menaçant les mutins de représailles des plus sévères, mais c'est l'effet contraire qui s'est produit.

Le 14 mai, le gouvernement annonça l'envoi de troupes sur Bouaké, dans le but de mater les mutins, mais cette fameuse troupe de répression n'y arriva jamais.

Devant l'échec de la tentative de répression, le pouvoir s'est vu obligé de revenir à de meilleurs sentiments. Ouattara a aussitôt débloqué les sous par virement bancaire, à raison de 5 millions de francs CFA par tête aux 8 400 mutins, et a promis de payer deux autres millions dès le mois de juin.

Il faut noter aussi le cas des ex-rebelles dits démobilisés. Ils sont des dizaines de milliers, aujourd'hui dans la nature, dont beaucoup se sont recyclés en coupeurs de route et en bandits de grand chemin. Certains d'entre eux se sont mis en mouvement dans différentes villes du pays du 22 au 23 mai, réclamant leur part de butin par le versement de 12 millions de francs CFA. Contre ces derniers, le pouvoir d'Abidjan a usé de la force. À Bouaké les

affrontements avec la police et la gendarmerie ont fait quatre morts et plus d'une dizaine de blessés parmi les démobilisés.

C'est par crainte d'autres mutineries que Ouattara s'est empressé de signer de nombreux décrets en faveur des hommes en armes, même ceux qui n'ont encore pas bougé. Parmi ces décrets, on peut citer notamment le relèvement des baux de tous les « corps habillés » de 20 000 francs CFA par mois, y compris pour les paramilitaires; un décret aussi au bénéfice des surveillants des prisons, qui toucheront dorénavant une « indemnité de risque » comprise entre 80 000 et 125 000 francs CFA par mois, ainsi qu'une « indemnité de sujétion » entre 40 000 et 75 000 francs CFA par mois.

Un nouveau ministre de la Défense a été nommé en la personne d'Hamed Bakayoko, un fidèle parmi les fidèles de Ouattara. Toujours est-il que, quelques jours seulement après le changement de ministre, l'école de police a subi une attaque par des individus non identifiés. Des armes ont été emportées. Et depuis, la série d'attaques éclair de brigades de gendarmerie et de commissariats de police s'allonge. Il y a eu le cas de la brigade de gendarmerie d'Azaguié le 22 juillet, ensuite le 28 c'était au tour de la brigade de Fresco. Le 4 août, le commissariat d'Adzopé a été à son tour attaqué et le 3 septembre c'était la gendarmerie de Songon. Et à chaque fois des armes ont été emportées.

Pour ne rien arranger, s'ajoutent à cela les évasions en cascade des prisons. En l'espace d'un mois, il y en a eu quatre. Le 6 août, cinq prisonniers ont réussi à s'échapper de la prison de Gagnoa. Deux jours plus tard, c'est au palais de justice d'Abidjan qu'une vingtaine de prisonniers ont pu prendre la clé des champs, non sans avoir maîtrisé les agents de sécuri-

té. Le 20 août à Aboisso, cinq prisonniers se sont enfuis. Le 3 septembre à Katiola, ce sont 96 autres qui ont pu disparaître dans la nature.

Qui sont ces évadés? Sont-ce des soldats ou ex-rebelles ou leurs amis, incarcérés après les mutineries? Vraisemblablement ils ont bénéficié d'une certaine complicité parmi le personnel pénitentiaire pour s'échapper avec une telle facilité. Jusqu'ici, les autorités n'ont révélé aucun détail sur cette question.

Tout dernièrement, lors du congrès du RDR [Rassemblement des républicains, parti d'Alassane Ouattara] qui s'est tenu le 10 septembre, Ouattara a déclaré détenir des preuves que des pro-Gbagbo en exil seraient à la base des récentes attaques contre les commissariats. Il cherche sans doute des boucs émissaires ailleurs.

Visiblement, Ouattara n'est pas au bout de ses peines pour venir à bout des mécontentements de sa propre force de l'ordre et de répression.

LA GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE A FAIT RECULER LE POUVOIR

Cette année a été marquée par une grande grève des fonctionnaires. Cet important mouvement de colère a été plus ou moins masqué par la rébellion des soldats et est resté au second plan de l'actualité sociale.

Le gouvernement, se sentant tout permis face aux travailleurs, a cru qu'il était de son bon droit de s'en prendre aux retraites des fonctionnaires. En effet leur pension de retraite devrait subir une baisse drastique, alors que parallèlement la cotisation qu'ils payent tous les mois devrait subir une augmentation. L'objectif du gouvernement est de ramener la retraite dans le service public au niveau du secteur privé, au

lieu de faire l'inverse. C'était la goutte d'eau de trop.

Dès le mois de janvier, face au refus du gouvernement de céder sur la question des retraites, les fonctionnaires sont entrés en grève. Celle-ci a été largement suivie et a touché tous les secteurs de la fonction publique. Pour une fois depuis de nombreuses années, les employés de l'État ont été capables de surmonter leurs divisions corporatistes pour se dresser comme un seul homme. Ils ont profité de l'occasion que leur offrait ce mouvement pour avancer d'autres revendications restées sans suite depuis plusieurs années. Parmi elles, il y a l'intégration dans la fonction publique des journalistes employés par l'État. En effet de nombreux travailleurs ont un statut de journaliste, aussi bien dans les hôpitaux que dans l'administration ou dans les écoles, alors que certains ont plusieurs années de service. Parmi les revendications, il y a les avancements catégoriels bloqués depuis plusieurs années, le paiement des arriérés de salaire.

Les grévistes ont tenu trois semaines. Dans un premier temps, les principaux secteurs touchés étaient ceux de l'éducation et de la santé. L'administration a été certes touchée, mais sans que cela paralyse l'appareil d'État; le transport, les banques et les usines ont été épargnés.

Tant que les intérêts vitaux de la classe des riches n'étaient pas touchés, le gouvernement misait sur le pourrissement du mouvement. Mais lorsque les employés des régies financières, c'est-à-dire des impôts et de la douane, se sont mis dans la danse, alors le gouvernement et derrière lui les capitalistes ont changé d'attitude. Le blocage administratif avait commencé à perturber l'économie et les affaires des capitalistes.

Sur les six points de revendication des grévistes, cinq ont été



PLATEFORME-SPCI

Assemblée de fonctionnaires en grève, le 28 janvier 2017.

satisfaits. Les fonctionnaires ont repris le travail, mais ils ont maintenu la pression sur la revendication non satisfaite, c'est-à-dire les 249 milliards de francs CFA d'arriérés de salaires, soit plus de 38 millions d'euros.

Finalement, au mois d'août dernier, un accord a été trouvé entre le gouvernement et les syndicats. Le premier s'engage à payer les fonctionnaires sur une échéance de huit ans en échange d'une trêve sociale de cinq ans.

LA CHUTE DU COURS DU CACAO ET L'ARNAQUE DE L'ÉTAT CONTRE LES PETITS PAYSANS

La chute actuelle du cours du cacao de plus de 30 % affecte l'économie du pays, car il en est le premier producteur

mondial, avec une production estimée à 2 millions de tonnes. Le cacao représente 50 % des recettes d'exportation et 15 % du PIB ivoirien ; environ six millions de personnes vivent autour de ce produit. On imagine bien les effets d'une telle baisse en termes de manque à gagner pour les caisses de l'État et en termes de revenu pour les paysans.

Ce qui fait chuter brutalement les cours mondiaux des matières premières, c'est la spéculation. Le cacao n'est pas en reste. Pendant ces quatre dernières années, son cours s'est maintenu à un niveau relativement élevé. Et tout d'un coup, depuis juillet 2016, la tendance est à la baisse.

En mars dernier, son prix à la Bourse de Londres est tombé à 1192 francs CFA le kilo, alors que le prix de vente fixé par le Conseil café cacao de Côte

d'Ivoire était de 1850 francs CFA. Plus de 300 000 tonnes de cacao se sont alors retrouvées bloquées dans les ports faute d'acheteur.

La solution trouvée par le gouvernement pour débloquer la situation était de baisser le prix d'achat bord-champ (c'est-à-dire directement sur le lieu de production) de 1100 à 700 francs CFA, pour faire supporter aux petits paysans la baisse du prix sur le marché mondial. Or c'est prétendument pour les protéger contre les fluctuations des cours mondiaux que l'État avait mis en place une caisse dite de stabilisation. Pendant la période où le prix sur le marché mondial était élevé, un prix garanti (plus bas que le cours mondial) était versé aux paysans. Le surplus était thésaurisé dans la caisse de stabilisation. En cas de chute des cours mondiaux, cet argent devrait servir à compenser le

manque à gagner aux paysans.

Lorsque le cacao marchait bien, la caisse a engrangé beaucoup d'argent. Mais lorsqu'il fallait, avec la chute du cours, compenser le manque à gagner, l'argent s'était volatilisé. Ce fut aux paysans de supporter la baisse des cours. Toute l'affaire de stabilisation n'était rien d'autre qu'une escroquerie.

LUTTES POLITIQUES EN VUE DES ÉLECTIONS DE 2020

En octobre 2020 auront lieu les élections présidentielles. Trois ans avant cette échéance, la lutte de positionnement fait déjà rage. À l'intérieur du RHDP, la coalition au pouvoir actuellement, des dissensions se font jour entre les deux principaux partis qui le composent, le RDR d'Alassane Ouattara et le PDCI de l'ex-président Konan Bédié. En effet, depuis l'élection de 2010, le PDCI a joué le rôle de faiseur de roi en appelant ses militants à voter pour Ouattara au second tour face à Gbagbo. Ensuite, en 2015, il n'avait pas présenté de candidat du tout et s'était contenté de soutenir Ouattara. Le deal était qu'en échange de ce soutien, en 2020 le RDR s'efface et soutienne la candidature d'un membre du PDCI. Maintenant que l'échéance électorale approche, des voix s'élèvent au sein de la direction du RDR pour annoncer une prochaine candidature. Ce n'est pas du goût du PDCI, qui a d'ores et déjà annoncé qu'il aura son candidat en 2020.

Au sein même du RDR, la guerre de succession a déjà commencé. Guillaume Soro, l'ex-patron des Forces nouvelles, allié de Ouattara pour le renversement de Gbagbo, se voit en successeur direct de

Ouattara. Sans attendre que ce dernier soit investi par son parti, les proches de Soro annoncent sa probable candidature à la présidentielle de 2020. Il est en passe de rompre avec le RDR, car il a créé un mouvement à lui, l'UDS (Union des soroïstes) qui pourrait se transformer en parti politique en cas de rupture définitive. En représailles, ses hommes ont été chassés des ministères dont ils avaient la charge ainsi que des institutions étatiques. Soro tente d'ailleurs de se rapprocher du PDCI de Konan Bédié.

Dans ce même RDR, d'autres crocodiles tels qu'Amadou Gon, actuel Premier ministre, et Hamed Bakayoko, ministre de la Défense, n'entretiennent pas moins la même ambition que Guillaume Soro, celle de succéder à Ouattara au pouvoir. Mais Ouattara lui-même pourrait souhaiter briguer un troisième mandat, même s'il ne s'est pas encore définitivement prononcé. Toujours est-il que de plus en plus de voix s'élèvent au sein de son parti pour le souhaiter.

Et puis la mouvance pro-Gbagbo a encore une forte assise dans la population, mais elle est affaiblie car nombre de ses dirigeants se trouvent derrière les barreaux, quand ils ne sont pas en exil. Parviendra-t-elle à se reconstituer en force politique pour aller à l'assaut du pouvoir ? Ce qui est sûr, c'est que les uns et les autres ne manqueront pas de faire de la démagogie et des promesses de toutes sortes pour attirer des votes dans les classes populaires.

Dans leur soif de pouvoir, les clans en compétition sont capables de tout, y compris d'entraîner les populations dans un nouveau bain de sang. L'expérience du passé l'a déjà montré. Cela avait commencé par

l'« ivoirité » de l'ex-président Bédié, pour écarter Ouattara qui était alors son concurrent. Ensuite, les partisans de Gbagbo ont utilisé et exacerbé à leur profit les sentiments antiburkinabé et antinordistes pour combattre Ouattara. Cela a eu comme conséquence la montée de la haine et des violences entre des ethnies qui cohabitaient paisiblement depuis des générations. La partition du pays entre le Nord et le Sud est aussi une des conséquences de la lutte pour le pouvoir entre ces deux clans rivaux.

Ce passé n'est pas si lointain et les cicatrices sont à peine fermées. Les crocodiles en compétition sont les mêmes ou presque. Eux ou leurs successeurs sont en train de fourbir leurs armes pour l'échéance électorale de 2020 et on peut compter sur leur inventivité en matière de démagogie pour assouvir leurs ambitions personnelles.

Pour tous ceux qui n'ont que leur travail pour vivre, ouvriers, employés, chômeurs, petits paysans, petits marchands, il est vital de rejeter toute démagogie ethniste. Dresser les uns contre les autres, en fonction de leurs origines ethniques, est abject sur le plan humain, avec des conséquences sanglantes que nous avons trop souvent eu l'occasion de subir.

Et, pour tous ceux de ce pays qui sont exploités et opprimés par la minorité capitaliste, laisser les divisions ethnistes s'introduire dans nos rangs, c'est nous affaiblir, c'est nous rendre incapables de combattre efficacement nos véritables ennemis, toutes ethnies confondues, ceux qui nous exploitent et nous oppriment. Il ne faut pas laisser les empoisonneurs des classes dirigeantes nous empoisonner !



ISTOCKPHOTOS

La vaccination, un progrès médical majeur, remis en cause au nom de la liberté de choix

Le projet de la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, de rendre obligatoires, début 2018, onze vaccins au lieu des trois actuels pour les enfants de moins de deux ans, a relancé la polémique sur la vaccination. Les opposants se font entendre dans les médias et sur Internet, tandis que les institutions de santé peinent à convaincre de la nécessité de cette mesure.

La vaccination est un outil majeur dans la lutte contre les maladies infectieuses et a contribué au recul de la mortalité, en particulier infantile. Sa remise en cause actuelle est le reflet de la perte de confiance dans les autorités sanitaires et l'industrie pharmaceutique, conséquence des multiples scandales qui ont émaillé l'histoire récente du système de santé.

DES OPPOSANTS À LA VACCINATION DE PLUS EN PLUS ACTIFS

Si deux cents médecins ont signé une pétition en faveur de l'obligation vaccinale, en s'appuyant sur la recrudescence de maladies comme la rougeole ou la coqueluche, ceux qui se font le plus entendre, en particulier sur Internet, sont les opposants à cette mesure. Le 9 septembre dernier, les opposants à la vaccination n'étaient que quelques centaines à défiler à Paris devant le ministère de la Santé en faveur de la « liberté vaccinale », mais ceux qui se déclarent méfiants vis-à-vis de la vaccination ou d'un vaccin particulier sont bien plus nombreux.

Il y a toujours eu une fraction

de la population opposée à la vaccination, au motif qu'elle serait dangereuse, qu'elle porterait atteinte aux libertés individuelles ou qu'elle s'opposerait à la nature. Mais depuis quelques années ce courant prend une nouvelle vigueur, milite activement sur la toile et les réseaux sociaux, au point d'apparaître à certains comme contestataire puisque s'attaquant au lobby de l'industrie pharmaceutique.

Aux États-Unis, le courant anti-vaxx est particulièrement bien représenté chez les Républicains, dans certains États comme le Texas. Donald Trump s'est efforcé pendant toute sa campagne de donner des gages aux nombreux groupes anti-vaccins, avec des déclarations comme : « *La vaccination est la plus grande imposture médicale de tous les temps* » ou « *Je n'aime pas l'idée d'injecter des trucs malsains dans le corps.* » Donald et Melania Trump, qui n'ont pas fait faire toutes les vaccinations conseillées à leur fils de onze ans, se posent désormais en hérauts contre « les diktats de la politique vaccinale ».

En France, différents sites renvoient le visiteur vers des études pseudo-scientifiques, se citent mutuellement et accréditent l'idée d'un complot ourdi par des scientifiques et des la-

boratoires provaccination.

Une des figures les plus emblématiques de ce courant anti-vaccinal est le Professeur Henri Joyeux, ancien cancérologue, radié aujourd'hui de l'ordre des médecins. Très proche de l'organisation « Familles de France », de droite traditionaliste, connu pour ses positions contre l'avortement, le mariage pour tous ou l'homosexualité, il est à la tête d'un « Institut pour la protection de la santé naturelle » et multiplie les lettres ouvertes et les pétitions sur Internet s'en prenant à ce qu'il appelle l'empire vaccinal dirigé par la *Big Pharma*.

Plus connue est la députée européenne d'Europe Écologie Les Verts, Michèle Rivasi. En février dernier, elle avait été désavouée par son propre groupe pour avoir tenté d'organiser au Parlement européen un débat avec Andrew Wakefield, auteur d'un rapport complètement frauduleux sur un lien imaginaire entre autisme et vaccination contre la rougeole. Aujourd'hui elle dénonce la vaccination forcée qui s'opposerait au libre choix de l'individu, en l'occurrence des parents, de faire ou non vacciner leurs enfants.

L'HISTOIRE DE LA VACCINATION ET LA LUTTE CONTRE LA MORTALITÉ PAR INFECTION.

C'est pourtant faire preuve d'une véritable cécité que de remettre en cause le principe de la vaccination. C'est grâce aux vaccins, associés aux mesures d'hygiène, que les épidémies qui étaient autrefois un véritable fléau ont quasiment disparu et que l'espérance de vie a quasiment doublé en cent ans. Les campagnes mondiales de vaccination ont permis l'éradication de la variole de la surface du globe, et peut-être bientôt celle de la poliomyélite.

Le premier vaccin découvert fut celui contre la variole, maladie extrêmement contagieuse et souvent mortelle. Lorsqu'un patient en guérissait, il gardait des cicatrices disgracieuses mais était protégé à vie (on dirait aujourd'hui immunisé). Cela donna l'idée de pratiquer des « variolisations », en insérant sous la peau - en inoculant - un peu de pus ou de croûte d'une pustule. Chez les personnes « variolisées » se déclenchait ainsi une maladie en général modérée, et elles étaient dès lors protégées. Ce procédé, décrit en Chine dès

le 16^e siècle, suivit la route de la soie dans l'Empire ottoman, pour passer de là en Europe, où il enthousiasma les penseurs des Lumières, dont Voltaire.

L'inoculation de la variole était loin d'être sans danger, car elle pouvait provoquer une infection grave, parfois mortelle. À la fin du 18^e siècle un médecin de campagne anglais, Edward Jenner, qui pratiquait cette technique, constata que les personnes trayant des vaches atteintes d'une maladie bénigne ressemblant à la variole, la vaccine, étaient protégées lors d'épidémies. En 1796, il réalisa la première vaccination, c'est-à-dire l'inoculation de vaccine, à partir de pustules de vaches malades. Le mot vaccination trouve donc son origine dans le mot *vacca*, vache en latin.

En 1808 le Parlement anglais décida la construction d'un établissement national de la vaccine, mais il fallut attendre le Vaccination Act de 1853, puis celui de 1867, pour que la vaccination contre la variole se généralise véritablement en Angleterre, puis dans le reste de l'Europe, et que mortalité commence à baisser.

Pendant près d'un siècle, le vaccin contre la variole fut le

seul vaccin disponible. Sa découverte tenait pour beaucoup de l'empirisme car le virus lui-même n'était pas connu. Cela changea dans les toutes dernières années du 19^e siècle, lorsque les travaux des équipes de Louis Pasteur en France et de Robert Koch en Allemagne permirent de faire le lien entre différents microbes et maladies infectieuses, puis d'isoler les microbes, de les cultiver et de les modifier en laboratoire pour atténuer leur virulence et les inoculer à des fins protectrices. Valait-il mieux atténuer la virulence des microbes par chauffage ou par divers agents chimiques, les tuer ou modifier les toxines qu'ils sécrètent? Toutes les pistes furent explorées et discutées... sur un fond de rivalité franco-prussienne.

Tout au long du 20^e siècle, de nouveaux vaccins, tant humains que vétérinaires, furent découverts. Le vaccin contre la typhoïde fut utilisé dans la boue des tranchées en 1914; le BCG de Calmette et Guérin, élaboré à partir d'un bacille tuberculeux bovin, fut testé la première fois en 1922. Les vaccins contre la diphtérie - maladie pouvant provoquer la mort de nourrissons par étouffement -, le tétanos et la coqueluche furent disponibles dans les années 1920-1930.

C'est aussi à cette époque, il y a près d'un siècle, que l'on commença à utiliser les sels d'aluminium comme adjuvant, afin d'augmenter l'efficacité vaccinale, ce qui permit d'injecter de moindres doses et de diminuer le nombre de rappels nécessaires.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les maladies virales furent ciblées. En 1952, une importante épidémie de poliomyélite se produisit aux États-Unis, accélérant la recherche sur un vaccin, testé lors d'un premier essai clinique véritablement de masse dans les grandes villes américaines



Convulsions provoquées par le tétanos, une maladie grave et impressionnante, heureusement devenue rare grâce à la vaccination. Croquis du peintre Charles Bell (1809).



WWW.GALLICA-BNF.FR

dhésion forte de la population et des médecins pour assurer la vaccination de tous les enfants.

EST-IL POSSIBLE DE PARLER DE CHOIX INDIVIDUEL, EN MATIÈRE DE SANTÉ PUBLIQUE ?

La vaccination contre la variole se faisait à partir de pustules de vaccine de vache.

Ici une journée de vaccination dans les locaux du *Petit Journal* en 1905.

entre 1954 et 1956.

Puis, grâce aux cultures cellulaires, les chercheurs mirent au point des vaccins contre les infections virales de l'enfance : rougeole (1962), oreillons (1967), rubéole (1969), varicelle (1974). Le vaccin contre la rubéole fut le premier à s'adresser à une population ciblée, celle des femmes avant une grossesse, car la rubéole, maladie infantile bénigne, peut provoquer des malformations fœtales graves. C'est d'ailleurs par souci d'éviter un trop grand nombre d'avortements pour suspicion de rubéole que les États-Unis décidèrent de recommander le vaccin aux filles avant la puberté.

Depuis une trentaine d'années, on assiste au développement de vaccins dits anticancéreux. Le terme est inexact, mais il signifie que ces vaccins visent des pathologies infectieuses pouvant au cours de leur évolution, souvent des dizaines d'années plus tard, engendrer un cancer. C'est le cas du vaccin contre l'hépatite B, maladie pouvant provoquer des cancers du foie, mis au point au début des années 1980, et des vaccins

contre des papillomavirus responsables de cancers du col de l'utérus, commercialisés en 2006.

Aujourd'hui, les trois vaccins obligatoires en France sont ceux contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite. Ce sont les plus anciens, rendus obligatoires respectivement en 1938, 1940 et 1964, à une époque où les maladies infectieuses étaient un problème de santé publique majeur, provoquant de nombreux morts. Les huit autres vaccins qui devraient devenir obligatoires en 2018 pour les enfants de moins de deux ans – ceux contre la coqueluche, la rougeole, les oreillons, la rubéole, l'hépatite B, l'*Haemophilus influenzae*, le pneumocoque et le méningocoque C – sont actuellement recommandés. Ce n'est pas parce que ces maladies seraient moins graves ni que ces vaccins seraient moins importants ou moins efficaces, au contraire. C'est simplement qu'ils ont été mis au point plus tard, à une époque où l'intérêt de la vaccination n'était plus à démontrer et où l'État a considéré qu'il n'était plus nécessaire de les rendre obligatoires car on pouvait compter sur l'a-

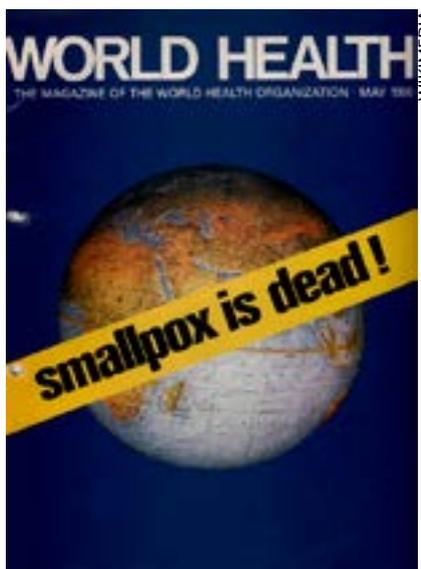
Aujourd'hui, la vaccination est en quelque sorte victime de son succès. Les vaccins ont permis une diminution du nombre de malades, à tel point que leur bénéfice n'est peut-être plus aussi visible et que certains, dans les pays riches, finissent par remettre en cause leur intérêt. Comment percevoir l'utilité de vaccins contre la rougeole ou la coqueluche, quand ces maladies ne font plus aujourd'hui que de très rares victimes en France ? Parmi les moins de 50 ans, qui connaît dans son entourage une personne contaminée par la diphtérie ou la poliomyélite ?

Pour autant l'absence de malades ne signifie pas que les maladies et les microbes qui sont à leur origine ont disparu. Ces microbes continuent à circuler et peuvent infecter les personnes non ou mal vaccinées. C'est pourquoi prétendre que se vacciner ou ne pas se vacciner est un choix personnel, et parler de « liberté vaccinale », est irresponsable. Par essence même, en matière vaccinale, on ne peut raisonner individuellement. À l'exception de quelques vaccins, comme le tétanos qui ne confère qu'une protection individuelle – car il n'est pas possible d'éliminer le réservoir de bacilles tétaniques dans le sol – la plupart des vaccins ont un but collectif, visent à protéger un groupe ou une population.

Le vaccin contre la grippe n'a pas pour unique objectif de se prémunir soi-même mais aussi de protéger les autres, en particulier ceux qui sont trop fragiles pour être vaccinés, par

exemple les nouveau-nés ou les personnes immunodéprimées. Les épidémiologistes parlent « d'effet de groupe » : il faut qu'un pourcentage important de la population soit vacciné – que la couverture vaccinale soit suffisante – pour que le microbe arrête de se propager. Par exemple pour la rougeole, maladie très contagieuse, la couverture vaccinale devrait être de 95 % ; aujourd'hui en France elle est inférieure à 80 %, un taux bien insuffisant pour protéger l'ensemble de la population.

Loin d'avoir disparu, les maladies infectieuses continuent à faire des victimes, en particulier dans les pays pauvres. On estime à dix millions le nombre d'enfants de moins de 5 ans qui meurent chaque année de maladies infectieuses. La moitié de ces décès pourraient être évités par la vaccination. Ainsi la rougeole reste l'une des causes importantes de décès du jeune enfant, alors qu'il existe un vaccin sûr et efficace. 134 200 personnes dans le monde, dont une majorité d'enfants de moins de 5 ans, sont mortes de la rougeole en 2015... mais ce chiffre était de 2,6 millions en 1980, avant l'introduction du vaccin.



Une de la revue de l'OMS :
« La variole est morte »
La variole est éradiquée
de la planète depuis 1980.

Dans le monde des microbes, il suffit qu'un équilibre se rompe pour que des maladies que l'on croyait disparues réapparaissent. En Syrie, jusqu'en 2010, 95 % des enfants étaient vaccinés contre la poliomyélite, mais avec la guerre les conditions d'hygiène se sont dégradées, les enfants ont été moins bien vaccinés, et sont souvent devenus des réfugiés. Résultat, la Syrie a connu en 2013 une épidémie de poliomyélite.

La diphtérie est réapparue en Russie et dans les États de l'ex-URSS, avec une importante épidémie de 1990 à 1997, directement liée à la dislocation de l'URSS. Actuellement le bacille diphtérique continue à circuler en Europe ; en 2015, un enfant espagnol non vacciné en est mort à Barcelone.

Plusieurs pays européens, dont la France, ont connu des épidémies récentes de rougeole. Entre 2008 et 2016, 24 000 cas de rougeole ont été déclarés sur le territoire, qui ont conduit à des hospitalisations, des complications et dix décès. Depuis le début de l'année 2017, plus de 150 enfants ont été hospitalisés pour des formes graves et une adolescente de seize ans est morte à Marseille en juin dernier. Ces cas graves concernaient tous des enfants non vaccinés ou mal vaccinés.

Cette épidémie de rougeole est sans doute une des raisons qui ont conduit les gouvernements de différents pays, dont la France, à revoir leur politique vaccinale.

UNE DÉFIANCE ENVERS LES AUTORITÉS SANITAIRES ALIMENTÉE PAR DES SCANDALES À RÉPÉTITION

En France, le calendrier vaccinal – vaccins obligatoires ou recommandés, âge des injections et des rappels – est élaboré par la Commission technique

des vaccinations (CTV) qui s'appuie elle-même sur différentes recommandations internationales, dont celles de l'OMS. Ce calendrier vaccinal change régulièrement et n'est pas homogène au sein de l'Union européenne. Treize pays européens disposent d'une obligation pour au moins un vaccin, tandis que quinze formulent uniquement des recommandations vaccinales... qui peuvent être parfois aussi impératives que des obligations. Ainsi en Allemagne, alors qu'il n'existe pas d'obligation vaccinale, en juin dernier, en pleine épidémie de rougeole, les autorités ont demandé aux directeurs de crèches et d'écoles maternelles de signaler les parents refusant de faire vacciner leurs enfants et des amendes allant jusqu'à 2 500 euros sont prévues par la loi. Quant au taux de couverture vaccinale, il est très variable selon les pays. En Suède, où rien n'est obligatoire, 96 % des enfants sont vaccinés avec tous les vaccins recommandés, et ce depuis plusieurs années.

Le problème n'est donc pas qu'un vaccin soit obligatoire ou recommandé, mais qu'il soit compris et effectué. Et il est évident qu'une grande partie de la population n'a pas ou plus confiance dans les vaccins. Cette tendance suit la courbe descendante de la confiance envers l'industrie pharmaceutique au fil des scandales qui, de l'hormone de croissance au Médiateur, en passant par le sang contaminé et les prothèses PIP, ont émaillé son histoire récente.

L'épisode qui a sans doute le plus durablement entaché la confiance dans la vaccination est celui de la vaccination contre la grippe H1N1 en 2009. Il s'agissait alors d'une nouvelle variante du virus de la grippe laissant craindre une pandémie, c'est-à-dire une épidémie mondiale, personne n'étant immunisé contre ce

nouveau virus. La ministre de la Santé de l'époque, Roselyne Bachelot, commanda 94 millions de vaccins à Sanofi-Pasteur, GSK et Novartis, qui profitèrent de l'aubaine en fixant un prix élevé, sous prétexte de contrainte de calendrier. Le gouvernement leur promit un total de 896 millions d'euros, l'équivalent du déficit de tous les hôpitaux publics. Il s'avéra rapidement que le virus était heureusement moins virulent que prévu, qu'une seule dose et non deux ou trois suffisait et que tous les vaccins achetés et stockés n'allaient pas être utilisés – seuls 6 millions le furent réellement. Qu'à cela ne tienne, le gouvernement racheta à prix fort une grande partie des doses commandées et versa un dédommagement de 48 millions d'euros aux laboratoires, soignant ainsi les actionnaires.

Une autre raison invoquée par les vaccino-sceptiques serait la crainte d'effets secondaires, toujours difficiles à prouver. À la différence d'un médicament classique, un vaccin n'a pas pour but de soigner mais de prévenir; il est administré à des millions de personnes en bonne santé. Lorsque certains vaccinés tombent ensuite malades, la preuve que le vaccin n'y est pour rien peut être difficile à établir.

C'est ce qui se produisit entre 1994 et 1998, lorsqu'une campagne massive fut organisée pour vacciner contre l'hépatite B, une maladie grave à transmission surtout sexuelle et sanguine. En l'espace de quatre ans, un tiers de la population française fut vacciné, un record à l'échelle mondiale. Un record qui se transforma en polémique, à mesure que des cas de sclérose en plaques furent notifiés chez des personnes récemment vaccinées. On passa ainsi de 36 scléroses en plaques post-vaccinales en 1992 à 246 en 1996. Mais corrélation ne signifie pas causalité. La sclérose en

plaques est une maladie du système nerveux dont les causes sont mal comprises et qui se déclenche surtout chez l'adulte jeune, justement la population qui avait été majoritairement vaccinée, ce qui explique la corrélation observée. Depuis, il a été prouvé qu'il n'y a pas de lien de causalité entre la vaccination contre l'hépatite B et la sclérose en plaques, mais cette affaire s'est soldée par un doute durable à l'encontre de ce vaccin.

Aujourd'hui, les adjuvants à base d'aluminium sont sur la sellette. Ils sont utilisés dans de nombreux vaccins depuis les années 1920, sans aucun problème. Mais certaines équipes de recherche les mettent en cause dans une maladie du muscle, la myofasciite à macrophages, pouvant aboutir à un syndrome de fatigue chronique, alors que d'autres scientifiques s'opposent à ces conclusions.

Il n'est pas de notre ressort de prendre parti dans ce débat, mais si d'autres études doivent être réalisées et éventuellement d'autres adjuvants testés, il ne faut pas oublier qu'en matière de vaccination, le problème est de mesurer le rapport entre le bénéfique et le risque, et cela, vaccin par vaccin.

Un principe mathématique évident est que, plus une maladie est rare, plus les effets secondaires attribués au vaccin augmentent. Dans les années 1960-1970, on avait plus de chances de mourir des complications de la vaccination contre la variole que de la maladie elle-même, puisque celle-ci était en voie de disparition. Pour autant, il aurait été stupide d'arrêter la vaccination à ce moment-là.

Décider d'une politique vaccinale n'a rien d'évident. Les avis internationaux de médecins, de pharmaciens, d'infectiologues, de microbiologistes, d'épidémiologistes sont nécessaires. Or la défiance actuelle

et légitime envers l'industrie pharmaceutique et les institutions est telle que les réponses des scientifiques peinent à convaincre et qu'une partie du public en arrive à refuser le raisonnement scientifique, conteste les chiffres donnés, et reprend sans aucune critique les rumeurs ou les fausses informations.

L'INDUSTRIE DU VACCIN, UNE INDUSTRIE CAPITALISTE COMME UNE AUTRE

Dans les années 1950, quand on lui parla d'argent et de l'intérêt de déposer un brevet, Jonas Salk, l'inventeur du vaccin contre la poliomyélite, répliqua qu'« *on ne brevetait pas le soleil* ». Pendant longtemps, les vaccins furent produits par des organismes publics ou parapublics pour le compte de l'OMS, comme en France l'Institut Pasteur. Jusqu'au début des années 1990, l'URSS était le plus gros producteur de vaccins à destination des pays d'Europe de l'Est et du continent africain. Aujourd'hui, la quasi-totalité des vaccins produits dans le monde le sont par une poignée de grands groupes privés. Les quatre grands laboratoires pharmaceutiques Merck, Sanofi, GSK et Pfizer réalisent 65% du chiffre d'affaires mondial de ce secteur. À leurs côtés, une poignée d'entreprises chinoises, brésiliennes et indiennes produisent essentiellement des vaccins de base à bas coût.

Le prix des vaccins comme celui des autres médicaments est négocié avec les pouvoirs publics, en France avec le Comité économique des produits de santé (CEPS). Chaque nouvelle mise sur le marché s'accompagne d'un marchandage concernant le prix de vente et le taux de remboursement par la Sécurité sociale. Les vaccins les plus anciens sont vendus à



Plusieurs sites anti-vaccinations défendent des thèses complotistes. Ici, Macron dans un bandeau évoquant le roman *Da Vinci Code*.

un prix relativement modéré – autour de 6 euros pour le vaccin contre la grippe, 14 euros pour le ROR – mais ceux qui viennent d’être mis sur le marché sont nettement plus chers – plus de 100 euros la dose pour le vaccin contre les papillomavirus. On est évidemment très loin des sommes astronomiques réclamées par les laboratoires pour certains traitements anticancéreux ou pour le Sovaldi, traitement contre l’hépatite C dont le prix, après d’âpres négociations, a été fixé à 28 700 euros. Assurer des revenus aux entreprises privées avec l’argent public, ici celui de la Sécurité sociale, est une caractéristique de l’économie capitaliste, qu’il s’agisse de sociétés d’autoroutes ou de laboratoires pharmaceutiques.

Certains estiment que le projet d’extension des obligations vaccinales n’aurait qu’un seul but, celui de faire plaisir aux laboratoires. Ce n’est probablement pas la principale raison, même si évidemment les groupes pharmaceutiques sont extrêmement rentables et que dans notre société tout finit dans les poches des capitalistes, indépendamment de l’utilité ou non de ce qu’ils produisent.

Actuellement, Sanofi réalise 13,5% de son chiffre d’affaires dans sa branche vaccins (4,58 milliards d’euros sur un total de 33,8 milliards pour l’année 2016). Ce secteur se porte bien, surtout grâce aux exportations vers des pays comme les Etats-Unis, la Chine, le Brésil ou l’Australie. Le projet gouvernemental ne devrait pas entraîner d’augmentation majeure du volume des ventes sur le territoire français, d’autant que la plupart des enfants sont déjà vaccinés avec les vaccins aujourd’hui recommandés. À l’âge de deux ans, 96% d’entre eux le sont contre la coqueluche et l’*Haemophilus influenzae*, 91% contre le pneumocoque. Ils ne sont en revanche que 78% à être bien vaccinés contre la rougeole, les oreillons, la rubéole et 69% contre le méningocoque C.

« *La vaccination, ça ne se discute pas* », avait déclaré Marisol Touraine en 2015. Probablement. Mais de telles déclarations ne suffisent pas à convaincre. Critiquer l’individualisme au nom de l’intérêt général, bien sûr, mais cette critique est difficilement audible lorsqu’elle émane de gouvernements successifs ayant effectué des coupes drastiques dans

les services publics de santé et dans les budgets de recherche publique. Il ne faut pas s’étonner que les appels à la solidarité soient mal reçus quand les solidarités sont attaquées de toutes parts, des retraites à l’assurance chômage en passant par la Sécurité sociale.

La ministre de la Santé Agnès Buzyn défend l’extension de l’obligation vaccinale comme « *un impératif de santé publique* ». Le paradoxe est que cette mesure risque bien de renforcer encore les réflexes de défiance et d’alimenter les théories complotistes. Dans ce domaine comme dans d’autres, le recul des idées communistes, et même tout simplement de l’idée que la science est facteur de progrès, aboutit à la défense de théories franchement réactionnaires. Après la critique des vaccinations obligatoires, à quand la discussion sur l’école obligatoire, qui est loin d’être parfaite? Critiquer la *Big Pharma* sans s’attaquer à la racine du problème, sans vouloir s’atteler à la tâche de renverser le capitalisme, est au mieux inutile, au pire nuisible.

Les découvertes scientifiques et leurs applications – la vaccination en fait partie – ont permis des progrès extraordinaires pour l’humanité et elles se poursuivront, nous en sommes persuadés, à une plus grande échelle, dans une société communiste, débarrassée des capitalistes, ceux des laboratoires pharmaceutiques et de toute autre espèce.

13 septembre 2017



Parti du travail de Belgique : du maoïsme au parlementarisme ?

Alors qu'il grimpe dans les sondages électoraux et qu'il recrute largement, le Parti du travail de Belgique (PTB, PVDA en Flandre) est confronté à la tendance d'évoluer vers un parti ouvertement réformiste. Depuis les élections communales de 2012 où il est passé de 15 à 52 élus, dont 31 conseillers communaux, 17 élus de district à Anvers et quatre conseillers provinciaux, le PTB ne fait que monter dans les sondages pour les prochaines élections communales, régionales et législatives de 2018-2019.

En 2014, le PTB a obtenu deux élus au Parlement fédéral, deux au Parlement wallon et quatre au Parlement de la région bruxelloise. Depuis, de sondage en sondage, les intentions de vote sont en hausse pour le PTB, aussi bien en Wallonie, où il est crédité de plus de 20% des voix, qu'à Bruxelles, où il atteindrait 12%, et même en Flandre, où il dépasserait maintenant 5%. Beaucoup de sondés déclarent souhaiter que le PTB participe au gouvernement.

LE TOURNANT DE 2008 VERS UN PARTI «OUVERT»

Le PTB s'est créé en 1979 dans la foulée du mouvement étudiant des années d'après 1968 en Flandre, sur des bases maoïstes et staliniennes. Pendant des années, il ne recueillait que 1% à 2% des suffrages aux élections.

Mais en 2003, explique Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB, à l'hebdomadaire *Le Vif/L'Express* du 13 décembre 2012, «on a perdu la moitié de nos voix, alors qu'on avait fait campagne comme jamais au-

paravant. Cet échec a été un électrochoc. On s'est dit: il y a un truc qui cloche, on milite depuis plus de vingt ans, et, même dans les bastions industriels, on reste bloqué à 1% ou 2%. Cela a entraîné des débats assez durs à l'intérieur du parti. Certains ont dit: Ça suffit avec ces revendications maximalistes, cette approche provocatrice, cette incapacité à travailler avec les syndicats et les autres partis de gauche! En fin de compte, cela a provoqué le départ de trois des huit membres du bureau national, [...] dont la secrétaire générale du PTB à l'époque, Nadine Rosa-Rosso.»

Le congrès de 2008 qui a suivi s'est donné comme orientation: «Un parti de principes» avec une «colonne vertébrale», «un parti souple», «un parti de travailleurs». Son congrès de 2015 a confirmé cette ligne.

En 2008 la direction, renouvelée et rajeunie, a demandé à ses militants d'abandonner leur ancien dogmatisme et sectarisme pour s'ouvrir largement.

Dans le même temps, le discrédit des partis socialistes s'accroissait au fur et à mesure des politiques gouvernementales

d'austérité qu'ils imposaient depuis les années 1980. Alors que le PC n'existe quasiment plus en Belgique, le PTB devenait le plus important des petits partis à gauche du PS.

La passivité des directions syndicales, face au patronat et aux coalitions gouvernementales des partis socialistes et sociaux-chrétiens, a aussi contribué à rendre de plus en plus visible le PTB, ses militants et surtout ses porte-parole, dont Raoul Hedebouw en Wallonie et en Flandre, et Peter Mertens, président du PTB.

De 4000 adhérents en 2008, le PTB annonçait être passé à près de 7000 affiliés en 2012 et plus de 10000 début 2017. Et, pour reprendre l'expression du journal *Le Soir* (25 août 2017), sur la base de déclarations de membres ayant quitté le PTB, au-delà des affiliés payant une cotisation de 5 euros par mois, il regrouperait de 300 à 400 militants actifs prêts à verser une part de leur salaire en cotisation, à suivre un programme de formation, à participer aux réunions de groupe et à prendre en charge une tâche convenue.

Après son congrès de 2008,



dans ses interventions publiques, le PTB a abandonné toute référence à la révolution prolétarienne, ainsi que l'emblème communiste historique de la faucille et du marteau. Il se refuse à l'analyse de l'évolution de l'URSS et de la Chine, laissée aux « historiens ». Il n'entend pas non plus prendre position et encore moins s'immiscer dans la vie politique d'autres pays.

N'abordant pas l'analyse de sa propre évolution politique, le PTB se présente comme un parti seulement tourné vers l'avenir. Mais quel avenir ?

Peter Mertens déclarait en mars 2013 : « Mais nous devons aussi changer le parti, le moderniser. En faire un parti ouvert, où chaque travailleur se sent chez lui. Un parti qui travaille avec des gens très divers, avec les syndicats et sur le terrain, et qui ne s'oppose pas continuellement à d'autres organisations sociales. Et un parti également sans dogmatisme. Le socialisme n'est pas un livre de recettes avec tant de grammes de ci et tant de grammes de ça. Nous n'avons pas non plus la réponse à tous les problèmes, et ne devons pas avoir l'air de détenir LA vérité absolue ni avoir une attitude de maître d'école qui met en garde en agitant le doigt. Nous

sommes cependant convaincus que nous pouvons, ensemble, avec les gens, trouver les meilleures réponses possible. »

Le PTB met en avant la lutte pour la paix dans le monde face à l'impérialisme guerrier. Mais les moyens d'amener la paix ne sont pas évoqués. Le lecteur peut très bien envisager que cela puisse se faire par des moyens pacifiques, pourquoi pas par des majorités électorales.

Un « socialisme 2.0 » débarrassé de l'exploitation et de la guerre est l'objectif, mais sans jamais évoquer comment pourra être renversé le capitalisme. Le lecteur, ou l'adhérent au programme du PTB venant notamment du mouvement socialiste, peut très bien conserver ses illusions dans une transition pacifique vers le « socialisme 2.0 », alors qu'il est évident que les plus riches de la planète, et la cohorte de petits bourgeois qui leur collent aux basques, n'accepteront jamais d'abandonner leurs privilèges sans se défendre par tous les moyens, y compris les plus violents.

Les références internationales du PTB ne sont plus les PC d'URSS, de Chine ou de la Roumanie de Ceausescu, mais « la Gauche unie européenne, où l'on retrouve Syriza, Podemos, Ri-

fondazione comunista, le Front de gauche, le PCF... » (Raoul Hedebouw, Le Soir, 20 mai 2016) « Notre manière à nous se rapproche, question organisation de la résistance et vision de la société, davantage, en gros, du Parti communiste du Portugal que d'autres partis. » (Peter Mertens, interview réalisée par Nick Dobbelaere, 13 mars 2013, site du PTB)

Pas une seule critique publique n'est formulée vis-à-vis des directions syndicales, qui restent pourtant l'arme au pied face aux attaques patronales relayées par les divers gouvernements. Certes les syndicats ont appelé à quelques journées de grève et de blocage de zones industrielles et commerciales, mais ils ont toujours dispersé leurs appels quand un mouvement pouvait prendre une certaine ampleur, laissant les travailleurs et les militants se démoraliser.

Pour le PTB, la lutte de classe est ramenée à une lutte de type syndical, avec des revendications locales, concrètes, atteignables.

Peter Mertens, explique : « À Bruxelles, à Gand et dans d'autres villes, nous avons mené des actions contre des escalators en panne, avec les utilisateurs, les travailleurs et les syndicats. Et ces escalators ont enfin été réparés. Est-ce que cela a changé la société ? Non. Est-ce que cela a montré que, si l'on met de la pression, on fait bouger les choses ? Absolument. Même chose pour nos actions sur l'augmentation des tarifs du stationnement à Charleroi, Bruxelles ou Herstal. » (13 mars 2013, site du PTB.)

Peter Mertens précise cependant : « Nous n'avons absolument pas l'ambition de refaire le chemin de la social-démocratie, d'être un parti qui veut limer les aspérités du capitalisme et participer à la gestion de ce système. Non, nous sommes un parti marxiste, qui lutte pour

une société socialiste moderne. [...] Dans le contexte tel qu'il est actuellement en Europe, il nous paraît impossible de participer à une coalition gouvernementale qui ne veuille pas rompre avec la politique de l'Union européenne. Sans une majorité cohérente qui entende mener un programme en rupture avec celle-ci, sans majorité forte prête à mobiliser la population contre cette politique, il ne peut être question de participation à un gouvernement.»

Ce positionnement du PTB à gauche du PS, la crise économique, le discrédit des partis socialistes et une intense activité militante ont permis au PTB un recrutement large d'adhérents et l'augmentation du nombre d'électeurs, permettant le succès de 2014 et maintenant la progression dans les sondages pour les prochaines élections.

UNE OUVERTURE QUI DONNE DES RÉSULTATS...

Avec cette politique suffisamment floue, beaucoup de travailleurs peuvent se reconnaître dans le PTB.

Mais en mars 2013 Peter Mertens prévenait : «*Les gens qui rejoignent actuellement le PTB ne connaissent bien sûr pas automatiquement notre programme ou notre vision, et pas forcément très bien l'analyse marxiste. C'est pourquoi, en 2013, nous voulons prendre le temps nécessaire pour développer la formation à tous les niveaux, pour renforcer la colonne vertébrale de notre parti. On peut être souple, tactique et flexible, mais il faut une épine dorsale, sinon la souplesse est celle d'une poupée de chiffon. Nous poursuivons le développement du PTB, mais nous allons aussi consacrer du temps à encadrer et à former des nouvelles personnes qui veulent s'engager davantage comme membres actifs du PTB.»*

Bien sûr les médias et politiciens des partis traditionnels ne ratent pas une occasion de dénoncer le PTB, extrémiste, communiste, marxiste, stalinien, défenseur de la Corée du Nord. En Flandre, des politiciens discutent même d'instaurer un cordon sanitaire autour de ce parti extrémiste. Il n'est pas sûr que ces critiques venant du monde politique aient nui au PTB, au contraire semble-t-il. Le PTB est toujours vu par beaucoup de travailleurs comme un parti communiste et lutte de classe.

... MAIS POSE DE NOMBREUX PROBLÈMES POLITIQUES ET MILITANTS

Le PTB se trouve ainsi devant un dilemme, comme l'écrit le président du PTB dans *Solidaire* du 27 janvier 2017 sous le titre : «*Les grands défis du PTB pour transformer de bons sondages en véritables changements*». Il n'est «*pas illogique que les gens veulent notre présence au gouvernement. [...] Ils estiment que la redevance TV doit disparaître, ils veulent que le prix des médicaments baisse, ils veulent qu'on taxe les grosses fortunes... Mais ils ont aussi le sentiment que nous sommes le seul parti encore à l'écoute de ce qu'ils pensent. Nous, nous ne sommes pas d'accord que les gens doivent se tuer littéralement au travail et qu'ils ne puissent prendre leur pension qu'à 67 ans.»*

Et le 25 mars il précise : «*On ne peut pas attendre de nous que nous entrions dans un gouvernement pour reculer l'âge de la pension, continuer à faire la chasse aux chômeurs et poursuivre la libéralisation des services publics. Nous voulons changer fondamentalement les traités européens, et ce n'est possible que si un gouvernement décide de se battre contre les principes actuels de concurrence et de déséquilibre, et si ce gouvernement demande et obtient*

à cet effet le soutien actif de sa population. Aujourd'hui, nous sommes (encore) bien loin de cette situation.»

Il continue en proposant : «*Organisez-vous, dans les syndicats, dans les mouvements de jeunesse, d'étudiants, de défense des droits des femmes, de défense de l'environnement, antiracistes, pacifistes, dans des comités de quartier, dans des groupes de théâtre, de musique et de sport. Il s'agit de bien plus que de donner une voix à un parti. Il s'agit de transformer cette voix en force collective, organisatrice et culturelle.»*

Rien sur la perspective d'organiser les travailleurs ! La lutte de classe absente des perspectives du PTB ?

Peter Mertens prévient : «*Nous savons aussi que, pointé en deuxième position en Wallonie, le PTB fera l'objet d'attaques redoublées pour effrayer l'homme de la rue avec la peur du rouge».*

Effectivement, le mois précédent, en février 2017, la direction de la branche cheminots de la Fédération générale du travail de Belgique (FGTB, syndicat lié au Parti socialiste) dénonçait dans un courrier à Peter Mertens : «*Le PTB infiltre les syndicats [...]. Il nous est rapporté que, depuis plusieurs semaines, des membres du parti interfèrent de manière directe et indirecte auprès de nos délégués et dans les instances syndicales [...]. Cette ingérence nuit gravement au fonctionnement de notre secteur [...]. Nous vous demandons de prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire cesser immédiatement ces pratiques.»*

Benjamin Pestieau, responsable du département des relations syndicales du PTB répondait : «*Nous avons bien reçu ton courrier [...]. Nous avons également rappelé à notre section quelques principes, adoptés lors de nos deux derniers congrès [...]. Comme parti, nous voulons*

ON A BESOIN DE VOUS !

Le PTB est le parti de ceux qui veulent changer les choses, faire bouger les lignes. Nous sommes plus de 10 000 aujourd'hui mais nous voulons être plus nombreux pour être plus forts, pour peser réellement sur les événements. N'hésitez pas à nous rejoindre. Nous avons besoin de vous et le monde du travail a besoin d'un parti fort et structuré.

POUR DEVENIR MEMBRE, ENVOIE UN SMS au 0492 775 007 (avec la mention: Nom, prénom, code postal + membre)



PTB ENTREPRISE
AVRIL - MAI 2017

BESOIN DE MOBILISATION
VOIR PAGE 2

- 5 RAISONS DE DEVENIR MEMBRE**
1. Ensemble, nous sommes plus forts. L'unité est notre force et ce n'est qu'en étant nombreux que nous allons changer les choses.
 2. Vous connaîtrez mieux le PTB et recevrez notre newsletter hebdomadaire.
 3. Vous bénéficiez d'un tarif réduit pour vous abonner à notre magazine mensuel Solidaire (40 euros par an).
 4. Vous serez invité aux activités que nous organisons dans votre région.
 5. Vous pouvez participer aux assemblées des membres.

« ON A BESOIN DE VOUS ! »

UN SONDAGE RÉCENT POINTE LE PTB COMME 2^E PARTI DE WALLONIE, 3^E PARTI À BRUXELLES ET EN FORT PROGRÈS EN FLANDRES. COMMENT TRANSFORMER DE BONS SONDAGES EN VRAIS CHANGEMENTS ?

Peter Mertens, président du PTB
Raoul Hedebouw, porte-parole du PTB

VOIR PAGE 2-3

SUPPRIMONS LA REDEVANCE TV

100 € par an ?
Supprimons cette taxe injuste !
SIGNEZ LA PÉTITION ▶

PTB
Les gens d'abord, pas le profit

www.stopredevancetv.be

POURQUOI DEVENIR MEMBRE DU PTB ?

VOIR PAGE 4

EST-CE QU'UN BON SCORE ÉLECTORAL EST SUFFISANT POUR CHANGER LES CHOSSES ?

PTB
Les gens d'abord, pas le profit

VOIR PAGE 2-3

En photo dans cette publication du PTB, Peter Mertens, son président, et Raoul Hedebouw, son porte-parole.

soutenir la lutte des travailleurs dans ses différentes formes et sur ses différents plans. Aucune de nos actions ne peut nuire au fonctionnement des organisations syndicales. Au mieux, elles doivent les appuyer et les renforcer.»

Et Raoul Hedebouw de répliquer à la FGTB cheminots: «L'influence du PS et du CDH dans la FGTB et la CSC reste de loin la plus importante. C'est historique. Et nous ne militons ni plus ni moins que les autres dans les syndicats. [...] On agit à ciel ouvert, à visage découvert, rien d'autre, et dans le respect de l'indépendance syndicale. C'est une exigence chez nous, tout simplement.»

QUELLES PERSPECTIVES POUR LE PTB ?

Sur le plan électoral, les sondages indiquent que le PTB peut augmenter ses scores. Pourtant,

comme l'écrit P. Mertens en mars 2017, « nous sommes aussi à un an et demi des élections communales, à deux ans des législatives. Beaucoup, beaucoup d'eau coulera sous les ponts d'ici là. »

Il poursuit: « Le fait que le PTB deviendrait, selon ce sondage, la deuxième force politique en Wallonie et la troisième à Bruxelles nous place devant de grands défis. Lors de notre congrès de la solidarité en 2015, nous avons tenu à souligner: "En un laps de temps relativement court, nous avons continué à construire rapidement le parti; ce qui était nécessaire. Mais ce serait une erreur de nous reposer sur nos lauriers, car les défis dans la société restent très grands. Plus nous grandissons, plus les tâches deviennent complexes. Nous sommes confrontés aussi, d'une certaine manière, à des difficultés liées à cette croissance. Ce n'est pas anormal, mais nous devons toutefois en

être conscients.»

Effectivement, sauf retournement majeur toujours possible, avec les élections à la proportionnelle en Belgique, le PTB pourrait se retrouver avec de nombreux élus, dans des communes ouvrières bien sûr, mais aussi dans les Parlements wallon, bruxellois et flamand. Mais élus sur quelle base? Pour quelle politique? Avec quelles illusions des électeurs?

Quels seraient les sentiments de ses 400 000 à 700 000 électeurs si le PTB, en situation de participer à des coalitions gouvernementales, s'y refusait? Quels seraient les choix des élus qui ne sont pas des militants de longue date acquis à une discipline politique?

Le succès électoral pourrait alors se transformer en tensions internes, voire en scissions... ou entraîner le PTB sur le chemin de la social-démocratie, malgré les engagements de Peter Mertens en 2013, et

renouveler la «douloureuse expérience de Syriza, en Grèce, que l'establishment européen a contraint à obéir et qui a donc laissé tomber la mobilisation et l'organisation de la population de gauche».

En avril 2016, au conseil communal de Mons, le PS se séparait des libéraux du Mouvement réformateur (MR). Les 29 élus PS étaient largement majoritaires, mais le quotidien *Le Soir* s'interrogeait sur une éventuelle nouvelle coalition pour gérer la ville. L'élu du PTB répondait : «*Le PTB se réjouit que le MR sorte de la majorité à Mons ! Nous espérons que le PS mènera maintenant une politique plus à gauche. Pour le PTB, le bien-être des citoyens reste la priorité. Nous sommes prêts à négocier avec le PS, mais pas à n'importe quelle condition.*»

Que le PS puisse mener une politique favorable au bien-être des citoyens, et surtout des travailleurs, chômeurs, retraités, c'est une illusion, surtout dans cette période de crise. Mais envisager que le PS puisse céder à des conditions posées par le PTB relève du plus pur électoralisme.

Et quel avenir d'un tel parti dans les futurs conflits sociaux ?

Peter Mertens déclare : «*Nous ne devons pas nous faire d'illusions. Nous allons au-devant de périodes de turbulences : il suffit de penser à la toute-puissance des multinationales et des acteurs financiers [...], à la déstabilisation du Moyen-Orient, à la politique de guerre, à l'élection de Trump, à la vague de réfugiés et, ici, à la montée du*

racisme comme instrument pour diviser les gens et les monter les uns contre les autres. Le PTB veut une rupture avec cette politique actuelle, et c'est précisément la raison pour laquelle tant de gens nous manifestent de la confiance. C'est justement pour cela que nous voulons être très clairs : nous ne pouvons pas réaliser cette rupture sans un engagement actif de dizaines de milliers de personnes. Parce que les marges pour mener une autre politique deviennent de plus en plus petites. Il suffit de constater ce qui s'est passé en France avec Hollande.»

Oui, mais quelle rupture ? Rupture avec l'électoralisme inculqué à la classe ouvrière depuis des générations par les partis socialistes ? Rupture avec les directions syndicales liées aux milieux politiques, et aussi au monde des affaires, et qui refusent d'organiser une quelconque défense du monde ouvrier face aux attaques patronales ? Rupture avec le réformisme ? Certainement pas.

Bien d'autres questions se posent quant à l'évolution future du PTB.

La crise entraîne d'autres ruptures, notamment celle qui vient de se produire en Wallonie au sein de la majorité gouvernementale, où le Centre démocrate humaniste (CDH) a rompu avec le PS. Comme au niveau fédéral, comme en Flandre, le PS francophone se retrouve désormais hors du gouvernement en Wallonie aussi. Quelle sera sa politique ? Gauchira-t-il son discours pour regagner des voix ouvrières au détriment du PTB ? Ou tentera-t-il d'attirer

des adhérents du PTB ? Quelle sera la politique des syndicats qui jusqu'à présent étaient en froid avec le PS au gouvernement ? Toléreront-ils encore les militants du PTB, ou auront-ils au contraire besoin d'eux pour mener quelques mouvements pour soutenir une ligne du PS aux apparences plus à gauche ?

Les alliances, ou refus d'alliances, avec le mouvement et les syndicats réformistes que choisira la direction du PTB infléchiront son évolution.

* * *

En fait, depuis 2008, le PTB cherche à prendre une place à la gauche du Parti socialiste. Avec son influence électorale naissante, le PTB est peut-être en passe de réussir là où d'autres petits groupes belges avaient échoué.

Ayant abandonné son passé maoïste et les références publiques, électoralement handicapantes, au marxisme et au communisme, le PTB attire à lui des électeurs déçus du Parti socialiste et des syndicalistes écœurés de l'attentisme de leurs directions.

Mais, en cherchant à occuper une place importante sur l'échiquier électoral belge, le PTB va de plus en plus s'engager dans la voie du parlementarisme et des jeux politiques. Il finira comme tous ceux qui ont suivi cette voie, devenant un parti réformiste à une époque où le réformisme n'est plus possible. La bourgeoisie n'est plus disposée à concéder des réformes un tant soit peu favorables aux travailleurs.

3 septembre 2017



Amadeo Bordiga

Bordiguisme et trotskysme

Dans son livre *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)*, Lénine cherchait à répondre aux positions d'un certain nombre de tendances alors présentes dans le mouvement communiste international et que l'on définirait aujourd'hui comme ultragauches. L'une était celle d'un des fondateurs du Parti communiste italien, Amadeo Bordiga.

Comme l'indiquait le titre, Lénine considérait qu'il y avait dans l'existence de ces courants un symptôme infantile. Il est vrai que, avec raison, un certain nombre de militants régissaient à la trahison de la II^e Internationale, à son réformisme profondément ancré, à son électoralisme et son parlementarisme. Cependant, en rejetant les compromissions des réformistes, ils rejetaient également l'idée que les militants communistes puissent élaborer une tactique au sein ou en lien avec des organisations réformistes, politiques ou syndicales. Ils rejetaient également l'idée d'une utilisation révolutionnaire des institutions de la bourgeoisie, et notamment de la tribune parlementaire. Lénine parlait d'infantilisme car pour lui, à l'école de la politique révolutionnaire, c'était en rester au niveau de l'apprentissage de l'alphabet.

Persister dans cette voie risquait d'enfermer ces courants dans une politique purement proclamatrice, et finalement de les réduire à l'impuissance. Lénine espérait que l'assimilation des leçons de la révolution russe, et notamment de la politique menée par le Parti bolchevique, permettrait de dé-

passer cet infantilisme. Ces militants en arrivaient à voir dans toute intervention concrète dans les masses, s'adressant à elles en partant de leur niveau de conscience politique, une compromission inacceptable. Lénine pensait que, sous la direction de l'Internationale communiste, ils pourraient passer outre à leurs préjugés originels. En apprenant comment partir de la réalité concrète pour élaborer une politique juste, ils auraient pu alors contribuer à la maturation de véritables directions révolutionnaires prolétariennes.

UNE MALADIE INFANTILE MALHEUREUSEMENT PERSISTANTE

En fait, beaucoup de ces courants se révélèrent incapables d'évoluer. D'autre part, la dégénérescence rapide de l'Internationale communiste, parallèlement à celle de l'Union soviétique elle-même, sembla pour beaucoup justifier leur jugement de départ. La politique des partis communistes stalinisés fut rapidement aussi opportuniste que celle des partis réformistes restés fidèles à la II^e Internationale. Celle menée

par l'Union soviétique sous la direction de Staline devint cyniquement contre-révolutionnaire, prête à toutes les compromissions avec l'impérialisme, au mépris total des intérêts du prolétariat. De leur côté, vérifiant malheureusement la pire hypothèse de Lénine, les courants ultragauches réduisirent leur communisme à la répétition de formules et à des proclamations, se condamnant à l'impuissance.

Bien sûr, il est juste de défendre la théorie révolutionnaire avec intransigeance, mais il ne suffit pas pour cela d'énoncer des formules sans savoir les lier à la réalité. Déjà, décrivant la pratique de la II^e Internationale, Trotsky pointait du doigt la scission entre son programme maximum et son programme minimum. Le premier comportait l'adhésion formelle aux principes du marxisme et la propagande pour un avenir socialiste et communiste, mais était réservé, selon ses termes, aux discours du dimanche. Le second, mis en avant dans l'activité de tous les jours, consistait en la défense d'un certain nombre de revendications concrètes et de réformes à mettre en œuvre dans le cadre de la société existante, et entre

les deux programmes il n'existait aucun véritable lien.

Bien sûr, tout militant sait que chaque lutte ou revendication concrète née dans le cadre du capitalisme n'est pas nécessairement le début d'un combat pouvant aboutir à son renversement. Elle ne peut l'être qu'extrêmement rarement, et cela fut particulièrement vrai dans les périodes de relatif calme social, comme celles qu'ont traversées les partis de la II^e Internationale. Il n'en découle pas que les militants révolutionnaires doivent ignorer ces luttes et refuser d'y participer, mais au contraire qu'ils doivent s'y impliquer, sans pour autant oublier le but final et en sachant saisir cette occasion de faire avancer la conscience politique des masses dans un sens socialiste et révolutionnaire.

C'est cet oubli que Rosa Luxemburg entre autres reprochait à la social-démocratie allemande, constatant qu'elle en devenait même incapable de discerner, dans les luttes quotidiennes, ce qu'elles pouvaient contenir de potentialités révolutionnaires. Trotsky allait généraliser plus tard ce jugement, montrant comment l'expérience bolchevique avait su lier programmes minimum et maximum dans une même politique révolutionnaire, celle-là même qui avait conduit à la victoire d'Octobre 1917 en Russie. Le *Programme de transition* élaboré par Trotsky pour la fondation de la IV^e Internationale en 1938 voulait, de façon condensée, résumer cette politique et cette démarche. Derrière le problème des programmes, la question posée était celle des partis se réclamant de la classe ouvrière et de leur capacité ou non à aller au-delà d'une propagande formelle pour le socialisme et à mener une politique vraiment révolutionnaire en partant de la réalité concrète.

La plupart des courants ultragauches que critiquait Lé-

nine ne voyaient pas le problème ainsi. Du fait que bien des luttes naissant dans la société menaient au mieux à quelque réforme ou concession matérielle, ils concluaient à l'inutilité d'en être partie prenante, voire les considéraient comme contreproductives, car aboutissant en fait à renforcer le capitalisme. Dans cette attitude ultragauche, Trotsky discernait « *un réformisme qui a peur de lui-même* », car ces militants craignaient, en s'engageant dans des luttes ne menant concrètement qu'à des réformes, de devenir eux-mêmes des réformistes. Ils croyaient se préserver du danger en se réfugiant dans la défense purement formelle du programme socialiste. Mais au fond, faute d'avoir compris comment la dépasser, c'était en rester à la politique de la II^e Internationale et se contenter d'en gauchir l'apparence par des discours radicaux sans implication concrète.

LE CAS DU BORDIGUISME

Parmi les tendances ultragauches, le courant bordiguiste mérite une mention particulière. Majoritaire lors de la création du Parti communiste d'Italie en 1921, il méritait alors pleinement le jugement de Lénine qui discernait dans sa politique la maladie infantile du communisme. Amadeo Bordiga, d'abord dirigeant de la Fédération de la jeunesse du Parti socialiste italien en Campanie, avait combattu résolument la politique de ce parti profondément réformiste, créant en son sein la « fraction intransigeante », puis la « fraction abstentionniste ». Dans la revue *Il soviet*, fondée en 1917, il devint le défenseur de la révolution russe et de la politique bolchevique au moment où, au sortir de la Première Guerre mondiale, l'Italie allait connaître la situation révolutionnaire des « deux années rouges » de 1919-



Amadeo Bordiga,
dans les années 1920.



Antonio Gramsci.

1920. Parallèlement naissait à Turin la revue *l'Ordine nuovo*, animée par un groupe de jeunes intellectuels révolutionnaires autour d'Antonio Gramsci. Le Parti communiste d'Italie (PCd'I), né en janvier 1921 de la scission du Parti socialiste au congrès de Livourne, fut ainsi inspiré par ces deux tendances, sincèrement révolutionnaires et admiratrices de la révolution russe mais aussi jeunes et inexpérimentées l'une que l'autre.

Les deux tendances ne manquaient cependant pas d'atouts et pouvaient se compléter utilement. À l'intransigeance doctrinale du groupe de Bordiga s'ajoutait l'expérience acquise par le groupe de Gramsci et de *l'Ordine nuovo* qui, au cours des « deux années rouges »,

avait su se lier étroitement à la classe ouvrière turinoise et partager ses luttes. Néanmoins le Parti communiste d'Italie restait numériquement faible. Ses adhérents étaient essentiellement ouvriers et parmi eux peu étaient des cadres expérimentés. On pouvait en dire autant de Bordiga et Gramsci, ne serait-ce que du fait de leur jeunesse puisqu'en 1920 ils étaient à peine trentenaires. Le fait pour Bordiga d'avoir défendu des positions révolutionnaires de principe au sein du Parti socialiste ne pouvait remplacer l'expérience concrète des mouvements de masse qu'il n'avait pas. Quant au groupe de Gramsci, s'il avait partagé l'expérience du mouvement ouvrier turinois, il n'avait ni su ni pu la mener vraiment sur une voie révolutionnaire.

Malheureusement, des défauts qu'on pouvait alors considérer comme des marques de jeunesse n'eurent guère l'occasion de se corriger. Le reflux de la vague révolutionnaire de 1919-1920, son échec dû justement à l'absence d'une véritable direction, allaient déboucher rapidement sur la montée du fascisme et la prise de pouvoir de Mussolini en octobre 1922. Le Parti communiste d'Italie à peine né se révéla trop faible et inexpérimenté pour faire face à une telle période. Par exemple, alors que quelques réactions notables se produisaient dans le mouvement ouvrier, comme la création de la milice des *Arditi del popolo* qui tentaient d'organiser la défense physique des organisations prolétariennes, au lieu de se joindre à ce front unique avant l'heure, le PC d'I préféra choisir une attitude d'isolement sectaire, caractéristique des conceptions ultragauches de Bordiga. Le fascisme ne laissa pas au PC le temps de corriger utilement cette attitude, car très rapidement c'est tout le mouvement ouvrier qui connut la répression, les arrestations, les dépor-

tations au *confino*, nom donné aux lieux de détention où les militants étaient isolés.

Parallèlement, l'Internationale communiste fondée par les bolcheviks, dont Lénine avait espéré qu'elle serait un guide aidant de jeunes directions révolutionnaires comme celle du PC d'I à évoluer dans le bon sens, se révélait de plus en plus incapable de jouer ce rôle. La dégénérescence de l'État ouvrier né en octobre 1917 s'y manifestait par la mise à l'écart des éléments révolutionnaires les plus sains, au profit de dirigeants sélectionnés avant tout pour leur servilité à l'égard de la direction. Au sein du Parti communiste d'Union soviétique, la tendance stalinienne se fit l'expression politique de la bureaucratie qui se renforçait dans l'État et commença à combattre féroce-ment l'Opposition de gauche qui se regroupait autour de Trotsky.

Face à cette situation, Gramsci et Bordiga eurent des attitudes différentes. Inquiet de la lutte qui se déroulait à la tête du Parti bolchevique, Gramsci n'en comprit pas à temps la nature et se borna, dans une lettre adressée aux dirigeants russes, à leur prôner l'unité en invoquant les conséquences dramatiques que leurs divisions pouvaient avoir pour le mouvement communiste international. Il est vrai que Togliatti, alors représentant du PCd'I auprès de l'Internationale, n'en jugea pas moins cette lettre encore trop critique vis-à-vis de Staline et la mit sous le boisseau. Bordiga en revanche était préparé par tout son passé d'intransigeance à reconnaître les premiers signes d'opportunisme. Il se dressa dès le début contre Staline et se montra solidaire de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Il eut notamment le courage d'affronter directement Staline au cours d'une réunion de l'exécutif élargi de l'Internationale

communiste, en février 1926, irritant passablement celui-ci.

Lors du congrès du PCd'I tenu la même année 1926 dans l'exil, à Lyon, les deux tendances s'affrontèrent. Comme le reflètent les thèses adoptées par ce congrès de Lyon, Gramsci combattit les positions ultragauches de Bordiga, défendant notamment la conception du front unique de l'Internationale et la nécessité de dépasser la proclamation pour mener une politique communiste sachant partir des luttes réelles. Malheureusement, et même si ses positions étaient formellement justes, il se faisait du même coup l'instrument de la direction de l'Internationale en cours de bureaucratisation, préoccupée d'écarter un Bordiga jugé trop indocile.

Les militants autour de Bordiga s'orientèrent vers la création d'une tendance indépendante. Gramsci de son côté restait un révolutionnaire honnête qui ne pouvait devenir un stalinien bon à toutes les besognes mais, à la question de l'attitude qu'il aurait pu adopter par la suite, la répression fasciste se chargea de donner sa propre réponse. Arrêté en 1926 et incarcéré par Mussolini, il fut dans sa prison de plus en plus tenu à l'écart par les militants staliniens et privé d'informations, même si à l'extérieur l'appareil du parti et de l'Internationale chantaient ses louanges. Il ne devait sortir de détention, en avril 1937, que pour mourir de maladie quelques jours plus tard.

TROTSKY ET LA GAUCHE COMMUNISTE

Bordiga, lui aussi, fut arrêté en 1926 et déporté par le fascisme au *confino*. C'est en 1928, lors d'une réunion tenue à Pantin, près de Paris, que les militants en exil de la tendance bordiguiste se constituèrent en fraction de gauche du Parti

communiste d'Italie sur la base de la plateforme qu'ils avaient présentée au congrès de Lyon et qui avait été minoritaire. Tout en soulignant l'existence de différences avec l'Opposition de gauche trotskyste qui s'était formée au sein du PC de l'URSS, ils exprimèrent leur solidarité avec celle-ci « *en défense des victorieux principes d'Octobre* ». Dans une résolution, ils demandèrent qu'un congrès extraordinaire de l'Internationale communiste se tienne, sous la direction de Trotsky, et décide la réintégration de toutes les tendances qui en avaient été exclues.

Finalement, Bordiga et sa fraction furent officiellement exclus du PCd'I en 1930 pour avoir exprimé leur solidarité avec Trotsky et l'Opposition de gauche. De son côté Trotsky, expulsé d'URSS et qui cherchait à regrouper les militants révolutionnaires de divers pays en rupture avec la direction stalinienne de l'Internationale, ne pouvait que fonder de solides espoirs sur cette tendance communiste qui avait une forte tradition et était venue d'elle-même à une position antistalinienne. Dans quelques écrits, il exprima son estime pour Bordiga et même la « *forte impression* » qu'avait produite sur lui la plateforme de la gauche au congrès de Lyon. Dans une lettre adressée en 1929 à la revue de la fraction bordiguiste, *Prometeo*, il déclara considérer cette plateforme comme « *un des meilleurs documents publiés par l'Opposition internationale* », ajoutant alors : « *Sur de nombreux points, il conserve toute sa valeur jusqu'à aujourd'hui.* »

Cependant, la discussion avec cette tendance s'avéra difficile. La Gauche communiste bordiguiste refusa de se rattacher au secrétariat international de l'Opposition de gauche, constitué autour de Trotsky, déclarant vouloir une clarification préalable. Sa principale cri-

tique portait des réserves exprimées par Bordiga dès 1922 à l'égard de la tactique du front unique alors mise en avant par l'Internationale communiste. Elles revenaient à admettre un front unique dans le cadre syndical et à l'exclure entre organisations politiques, voyant dans cette distinction formelle une garantie contre toute dérive opportuniste du parti révolutionnaire. De fait, pour Bordiga, l'idée même que dans certaines circonstances le parti communiste puisse constituer un front avec des partis sociaux-démocrates était déjà une compromission inacceptable et le signe d'un tournant à droite de l'Internationale.

Les bordiguistes allaient voir dans l'évolution ultérieure de l'IC la confirmation de ce jugement de 1922. Du fait de l'emprisonnement de Bordiga, ils furent privés de l'apport de celui-ci, qui ne devait reprendre vraiment l'activité politique qu'après la Deuxième Guerre mondiale. À la divergence sur le front unique, ils ajoutèrent un désaccord avec Trotsky sur la nature de l'URSS, devenue pour eux dès ce moment un État capitaliste, puis sur la position à adopter face aux interventions militaires italienne et japonaise en Éthiopie et en Chine, excluant que des révolutionnaires communistes puissent, dans une telle guerre, exprimer une solidarité avec la nation d'un pays arriéré en butte à l'agression d'un État impérialiste. Ils allaient logiquement adopter une position du même type face à la guerre civile espagnole, excluant que des militants révolutionnaires puissent avoir une attitude de front unique en luttant dans le camp républicain contre le camp franquiste. Pour les bordiguistes, fascisme et démocratie bourgeoise n'étant que deux visages d'une même domination de classe, la lutte contre le fascisme ne justifiait aucune tactique particulière, ni al-

liance ou front avec d'autres forces politiques.

Tout en participant aux conférences organisées à ses débuts par l'Opposition de gauche internationale, la Gauche communiste italienne se comporta comme une fraction constituée sur une base nationale. Elle s'éleva contre le fait que trois militants communistes italiens, Pietro Tresso dit Blasco, Alfonso Leonetti et Paolo Ravazzoli, qui avaient adhéré aux positions trotskystes en créant la NOI (Nouvelle opposition italienne) aient pu être acceptés par l'Opposition de gauche. Celle-ci finit par rompre avec la Gauche communiste bordiguiste. Sous la plume de Trotsky, dans un texte d'octobre 1934 sur *La situation actuelle du mouvement ouvrier et les tâches des bolcheviques-léninistes*, elle émit le jugement suivant :

« *La psychologie, les idées, les habitudes évoluent généralement plus lentement que le développement des rapports objectifs dans la société et au sein des classes; dans les organisations révolutionnaires également les morts étendent leur emprise sur les vivants. La période préparatoire de propagande nous a donné des cadres sans lesquels nous n'aurions pu faire de pas en avant, mais en même temps elle a favorisé au sein de l'organisation, en tant qu'héritage, l'expression de conceptions très abstraites de la construction du parti révolutionnaire et de la nouvelle Internationale. Dans leur forme chimiquement pure, ces conceptions ont été exprimées de la façon la plus complète par cette secte morte que forment les bordiguistes, qui espèrent que l'avant-garde du prolétariat se convaincra toute seule, à travers la lecture d'une production théorique de difficile lecture, de la justesse de leurs positions et ainsi se retrouvera autour de leur secte. Souvent ces sectaires affirment aussi que les événements révolutionnaires*

pousseront inévitablement la classe ouvrière vers nous.

Cette attente passive, sous la couverture d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent inévitablement par-dessus la tête de toutes les sectes. Par une littérature propagandiste, si elle est bonne, on peut former les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde du prolétariat, qui ne vit ni dans un petit cercle ni dans une salle d'école, mais dans une société de classes, en usine, dans les organisations de masse; une avant-garde à laquelle il faut savoir parler le langage de ses propres expériences.

Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintégrer s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. La perspective des bordiguistes, selon laquelle les événements révolutionnaires pousseront d'eux-mêmes la classe ouvrière vers leur tendance en récompense de leurs idées «justes», est la plus dangereuse des illusions. Dans les périodes révolutionnaires les masses ne demandent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais les dépassent toutes d'un bond. Pour croître plus rapidement durant une période de montée, il nous faut savoir trouver des points de contact avec la conscience des plus larges secteurs ouvriers, il nous faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut comprendre quel est le juste point de départ qui correspond aux conditions réelles de l'avant-garde du prolétariat dans le cadre de ses différents regroupements. Pour cela il faut se considérer soi-même non comme des représentants du nouveau parti, mais comme des instruments de sa création. En d'autres termes, tout en défendant entièrement l'intransigeance sur les principes, il est nécessaire de se libérer radicalement des résidus sec-

taires, qui nous restent comme l'héritage d'une période d'activité purement propagandiste.»

LE CHOIX DE L'ISOLEMENT SECTAIRE

Tout en constatant la rupture avec la Gauche communiste bordiguiste, Trotsky et l'Opposition de gauche internationale continuaient à la considérer comme une tendance révolutionnaire sincère, mais dont il fallait se séparer nettement et sans ambiguïté, ne serait-ce que pour que cette clarification politique puisse l'aider à évoluer dans le bon sens. Malheureusement, cette rupture ne fit guère réfléchir la tendance bordiguiste, dont l'évolution ultérieure ne fit que confirmer la version négative du pronostic de Trotsky. Confirmant qu'elle n'avait rien compris à la politique révolutionnaire, elle considéra que le fait d'envisager un front unique y compris avec des organisations social-démocrates était le signe que les trotskystes étaient passés avec armes et bagages du côté de celles-ci, et donc de la bourgeoisie. Elle en conclut qu'il n'y avait plus lieu, pour les bordiguistes, d'avoir le moindre rapport avec les trotskystes. C'était du même coup se donner une justification commode pour un repli dans l'isolement sectaire, en tendant à se considérer comme l'unique courant révolutionnaire sain existant sur la planète. De plus en plus, sa seule expression fut le «programmisme» de son journal *Prometeo* et de sa revue *Bilan*, de difficile lecture comme l'observait Trotsky, se bornant à republier en petits caractères des textes marxistes et estimant visiblement que cette activité devait suffire à attirer les prolétaires conscients.

La tendance bordiguiste eut ensuite des avatars divers. Elle réapparut à partir de 1942 en Italie sous la forme du Parti

communiste international, impulsé notamment par Onorato Damen. Prévoyant que la fin de la guerre ouvrirait une nouvelle période révolutionnaire, il revendiqua jusqu'à 2 000 militants et eut, comme d'autres tendances communistes alors réapparues en Italie, à subir les calomnies, les dénonciations policières ou même les assassinats organisés par le PC stalinien. Puis, après les années agitées de la fin de la guerre, elle commença à connaître un reflux.

En 1952, une scission eut lieu entre une tendance dirigée par Damen et le reste de l'organisation, inspirée par Bordiga revenu à l'activité politique. Pour celui-ci, il fallait s'attendre à vivre une période contre-révolutionnaire dans laquelle les communistes devaient se cantonner à la défense intransigeante du programme. Damen, dans son journal *Battaglia comunista*, se montra partisan d'une politique plus interventionniste et volontariste, tandis que l'autre tendance, dans son journal *Programma comunista*, continuait à vouloir s'en tenir à la défense du programme. Mais, bien que visiblement conscient de l'impasse dans laquelle menait la politique de Bordiga et de ses fidèles, Damen ne réussit pas pour autant à dépasser les conceptions bordiguistes.

Aujourd'hui, la Gauche communiste a éclaté entre différents petits groupes sans influence, sans avoir jamais vraiment réussi à essaimer en dehors de l'Italie. Une exception est le groupe Lotta comunista, qui a connu un certain développement numérique et qui, lui aussi, représente une tentative de sortir des limites des groupes bordiguistes. Il se présente en effet sous le nom de «groupes léninistes de la Gauche communiste», complétant donc la référence à la Gauche communiste bordiguiste par la référence à Lénine.



Le mandat de Bordiga pour la réunion de l'Exécutif de l'Internationale communiste de février 1926.

De fait, Lotta comunista fait référence à Lénine bien plus qu'à Bordiga, mais garde la plupart des traits du courant bordiguiste. Ses analyses et celles de son principal fondateur, Arigo Cervetto, restent marquées par cette version formaliste du marxisme qui voit dans les phénomènes politiques le reflet direct et mécanique de l'économie, une conception qui n'a pas grand-chose à voir avec le léninisme, ni en fait avec le marxisme. Les mêmes analyses témoignent d'une incompréhension du phénomène impérialiste telle que le décrivait Lénine.

Au contraire encore de ce que prônait celui-ci dans son livre sur le gauchisme, Lotta comunista revendique un « abstentionnisme stratégique » qui lui fait refuser par principe de se présenter aux élections. Enfin, son léninisme consiste à se présenter comme le « parti-science », qui serait une sorte de parti révolutionnaire par définition, grâce à la pertinence des analyses marxistes de ses dirigeants. Là encore, rien n'est plus éloigné du léninisme que cette autoproclamation, qui d'ailleurs conduit par

fois le groupe à vouloir imposer sa « science » par la force physique. Une récente correspondance entre Lutte ouvrière et Lotta comunista, dont nous publions ci-dessous des extraits, est à cet égard édifiante.

UNE TRADITION COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE NON TRANSMISE

Comment expliquer l'empreinte particulière que la déformation bordiguiste a laissée en Italie ? Le fait que c'était son lieu d'origine n'explique pas tout. Il est vrai que la longue période du fascisme a laissé le mouvement ouvrier et révolutionnaire du pays à l'écart, et dans l'ignorance des débats politiques qui ont traversé dans les années 1930 le mouvement communiste international. Mais les militants du courant bordiguiste, pour beaucoup, vivaient alors dans l'émigration – notamment en France – et avaient la possibilité de connaître ces débats et de se confronter au courant que représentait l'Opposition de gauche trotskyste, elle-même

véritable héritière politique de la révolution russe et du léninisme. Mais leur choix fut justement de s'en isoler et de se replier sur leur sectarisme, sur une base nationale faite avant tout d'ignorance de ce qu'étaient les autres courants, à commencer par le courant trotskyste dont les positions n'ont été que bien peu connues en Italie.

Une grande partie de ce qui a été la tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier n'a ainsi, tout simplement, pas été transmise. Il est vrai que, sur ce plan, le cas italien n'est pas vraiment une exception. La principale responsabilité de cette non-transmission incombe évidemment au stalinisme, qui a tout fait pour écraser les autres tendances communistes quand il en avait la possibilité, à commencer par l'Opposition communiste d'URSS. Il est vrai aussi que beaucoup d'organisations qui se sont rattachées au trotskysme et continuent de s'en réclamer n'ont pour autant été préservées ni du bureaucratisme ni de l'opportunisme. Mais, comme pour le léninisme, cela signifie seulement que le fait d'y faire référence à toutes les pages n'est en rien la garantie que l'on a su vraiment assimiler l'expérience et les leçons du mouvement ouvrier communiste et révolutionnaire, et que l'on a su les mettre en pratique.

C'est sans doute une tâche difficile, mais c'est celle que doivent affronter aujourd'hui tous ceux qui veulent faire renaître la tradition communiste révolutionnaire du mouvement ouvrier. Ils ne peuvent évidemment être certains du succès, même quand leur point de départ programmatique est juste. Mais, sans ce point de départ, ils peuvent être certains de déboucher sur une impasse. L'histoire du courant bordiguiste et de ses avatars en est la démonstration.

11 septembre 2017

Un échange de lettres entre Lutte ouvrière et Lotta comunista

Dans le courant de l'année 2016, l'organisation italienne Lotta comunista (Lutte communiste) s'est adressée à Lutte ouvrière pour demander une confrontation sur les grands événements mondiaux, estimant que «pour des organisations telles que les nôtres» et «dans un monde où des tempêtes économiques, politiques et sociales s'annoncent», il était nécessaire de confronter nos points de vue. Elle citait notamment «l'ordre impérialiste remis en discussion dans de nombreuses régions de la planète» et «le fort développement quantitatif du prolétariat dans le monde, où la classe ouvrière chinoise se distingue par importance».

Lutte ouvrière ne pouvait que trouver le geste positif, venant d'une organisation s'étant jusqu'à présent distinguée par sa prétention à représenter à elle seule le véritable marxisme, voire à être le «parti-science». Cependant, le fait d'accepter des rencontres et éventuellement une discussion avec une organisation implique d'être informé le plus complètement possible des agissements de celle-ci. Lotta comunista étant accusée, en Italie, d'avoir agressé physiquement et empêché une réunion de militants de Bergame critiques à son égard, nous lui avons demandé quelle était sa version des faits. Lotta comunista a alors tenu à justifier son comportement dans une lettre dont nous publions ici des extraits :

«Les prétendus faits de Bergame (que nous continuons à considérer comme des faits inconsistants d'un point de vue politique) imposent un certain nombre de considérations plus globales. Il faut que vous preniez en compte le fait que notre organisation est enracinée et possède un certain poids en Italie, et non seulement en Italie, parce qu'elle a été en mesure de résister à une attaque furibonde du stalinisme, à savoir du PCI et de plusieurs groupes et groupuscules qui se mirent à son service. Entre 1973

et 1976, nous dûmes engager une bataille très dure à Gênes et à Milan. [...]

À la suite des expériences des années 1970, nous décidâmes de ne plus permettre à personne d'insulter, de calomnier ou, ce qui est encore pire, de pratiquer la délation contre notre organisation. Cela n'a pas changé depuis. Pour être encore plus clair : ceux qui écrivent dans des tracts ou des journaux que Lotta comunista est une organisation mafieuse, qui accomplit des actions mafieuses, qui utilise des méthodes employées par la Mafia, n'insultent pas seulement nos militants, nos sympathisants et nos milliers de cotisants, mais pratiquent également la calomnie et la délation. En Italie, la Mafia est une organisation criminelle, l'association mafieuse est un délit poursuivi par les organes de l'État.

[...] Cela étant dit, les faits de Bergame ne sont pour nous qu'une échauffourée entre étudiants : quatre ou cinq d'un côté, sept ou huit de l'autre. Parmi les jeunes qui avaient organisé la réunion, certains s'étaient rendus coupables d'insultes, de calomnies et de délation à notre égard. L'appartenance politique confuse de ces derniers n'avait plus aucune importance à ce moment-là. Nos jeunes sympathisants ont réagi. L'agression

physique dont il est question n'a représenté qu'une simple gifle à un jeune qui n'a évidemment pas le sens des proportions.

[...] Vous pouvez en être sûrs. S'ils arrêtaient d'insulter, calomnier et pratiquer la délation, plus personne ne s'occuperait d'eux en Italie, mais vraiment personne, nous vous le garantissons.

Nous sommes absolument certains d'être sur le terrain du communisme, qui ne peut qu'être révolutionnaire, cela vaut en Italie tout comme partout ailleurs. Nous sommes fiers de notre militantisme, de notre développement, ici et en Europe.

Tout aussi franchement, nous vous affirmons que si, en revanche, d'«autres groupes politiques» se permettaient d'insulter, de calomnier, de pratiquer la délation ou de se comporter comme de véritables espions à l'égard de notre organisation, nous les traiterions comme ils le méritent et comme cela a toujours été fait dans l'histoire du mouvement révolutionnaire. Il n'est pas question de «démocratie ouvrière», une formulation très ambiguë, toujours utilisée en Italie par le PCI à notre égard [...].

*Salutations communistes
Pino Lelli, Massimo Bigongiali»*

Lutte ouvrière a alors répondu dans une lettre du 17 mars 2017 dont voici également des extraits :

« Chers camarades,

Nous vous avons fait part de nos inquiétudes au sujet des nouvelles que nous avons reçues sur ce qui s'était produit à Bergame. Vos réponses confirment que nous avons raison d'être inquiets. À nos questions sur ces faits qui ont eu lieu le 4 février, vous répondez en parlant de vos batailles politiques contre des staliniens à Milan et à Gênes... "entre 1973 et 1976". Mais comment une bataille vieille de quarante ans pourrait-elle justifier les actions de Lotta comunista durant toutes les décennies suivantes ?

En tant qu'organisation trotskiste, nous avons dû lutter pendant des années contre le stalinisme pour imposer notre droit à nous exprimer, en particulier dans les usines. [...] Mais l'idée de faire de ce passé une raison pour chercher à faire taire des militants qui critiquent notre organisation ne nous traverserait pas l'esprit. Nous devons répondre politiquement à ceux-là, à partir de la situation que nous vivons aujourd'hui, parce que lorsqu'on fait de la politique c'est ainsi. Il nous paraît incroyable qu'avec votre expérience pluridécennale vous ne l'ayez pas compris.

[...] Lorsque certains ont parlé ou parlé, en faisant référence à votre façon d'agir, de "méthodes mafieuses" ou même de "mafia", vous les accusez de délation. Mais il est évident pour qui ré-

fléchit qu'ils ne vous accusent pas là de faire partie de l'"honorable société" sicilienne [...] : ils critiquent vos méthodes. Il n'est certes pas agréable de recevoir de telles critiques, et même le choix de mots est discutable. Nous préférons parler en pareil cas de méthodes staliniennes, mais le terme n'est certainement pas plus flatteur, et d'autre part les méthodes staliniennes sont souvent une copie des méthodes mafieuses.

[...] Ce n'est malheureusement pas une surprise pour nous. Nous savions que vous aviez eu de telles attitudes par le passé mais on pouvait espérer qu'il s'agissait d'initiatives isolées, ou que le chapitre était clos. Mais nous constatons que ce n'est pas le cas et votre lettre nous démontre que cela s'inscrit dans un système de pensée et une logique d'intervention.

Dans ces conditions, il serait surréaliste de tenir, comme si de rien n'était, des rencontres consacrées à la nature de l'économie chinoise. La confrontation sur les grandes questions imposées par le cours mondial du capitalisme n'a de sens qu'entre révolutionnaires sincèrement préoccupés de définir une politique pour les travailleurs, et donc pleinement respectueux des principes de la démocratie ouvrière, que vous définissez dans votre lettre comme étant "ambigus". Pour nous ils sont très clairs : il s'agit du simple respect du droit de la classe ouvrière de choisir démocratiquement ses représentants parmi les diverses tendances politiques

présentes en son sein. Nous ne pouvons que constater avec quelle légèreté vous piétinez des principes que nous considérons comme fondamentaux. Nous ne voulons ni perdre du temps dans une discussion n'ayant aucun sens ni contribuer ainsi à vous fournir une caution.

[...] Vous pouvez prendre connaissance de ce que nous pensons de la Chine, de la crise économique, de l'impérialisme et de la situation politique mondiale par nos textes. [...] En ce qui nous concerne, nous avons vos journaux et vos livres et nous sommes informés de la situation en Italie. Chacun a la possibilité de suivre la politique de l'autre et de se forger une opinion. Si vos méthodes changent, vous trouverez le moyen de le démontrer à tous et à nous aussi.

Salutations communistes révolutionnaires,

Pour Lutte ouvrière,
Nadia Cantale, André Frys»

Il est souhaitable, et même indispensable, que des organisations qui se réclament du communisme révolutionnaire, et qui de surcroît militent dans des pays proches, confrontent leurs points de vue, et cela même si elles ont des histoires et des traditions politiques très différentes. En revanche, Lutte ouvrière refuse qu'une telle confrontation puisse être interprétée par d'autres militants comme une caution donnée par avance aux comportements de cette organisation et tient donc à rendre public cet échange de lettres.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky

AFRIQUE

- Afrique du Sud: de l'apartheid au pouvoir de l'ANC (n° 118, 29 janvier 2010)
- L'Afrique malade du capitalisme (n° 104, 16 juin 2006)

MOYEN-ORIENT

- Moyen-Orient: la barbarie des djihadistes et celle de l'impérialisme (n° 138, 14 novembre 2014)
- Israël-Palestine: comment l'impérialisme, en transformant un peuple en geôlier d'un autre, a poussé les deux dans une impasse tragique (n° 109, 1^{er} février 2008)

EUROPE

- Un quart de siècle après l'éclatement de l'Union soviétique, le peuple ukrainien victime des rivalités entre les impérialistes et Poutine (n°140, 6 mars 2015)
- L'Europe: ni la cause de la crise du capitalisme ni un moyen de la surmonter (n° 136, 11 avril 2014)
- L'immigration dans l'Europe en crise (n° 135, 24 janvier 2014)
- La Grèce face à la crise (n° 133, 14 juin 2013)
- Allemagne: vingt ans après, où en est la réunification? (n° 122, 19 novembre 2010)

AMÉRIQUE

- Amérique latine: les gouvernements entre collaboration et tentatives de s'affranchir de la domination des États-Unis (n° 105, 24 novembre 2006)
- La longue lutte des Noirs américains (n° 142, 19 juin 2015)

ASIE

- Afghanistan, Pakistan: toute une région déstabilisée par l'impérialisme (n° 128, 18 novembre 2011)
- L'Inde: de l'exploitation coloniale au développement dans l'inégalité (n° 102, 10 mars 2006)
- La Chine: nouvelle superpuissance économique, ou développement du sous-développement? (n° 101, 27 janvier 2006)

- Plus de 50 ans après les indépendances, l'Afrique sous le joug de l'impérialisme français (n° 149, 27 janvier 2017)



- États-Unis: les avatars de l'alternance démocrates-républicains et la classe ouvrière (n° 148, 18 novembre 2016)

FACE À LA FAILLITE DU CAPITALISME, ACTUALITÉ DU COMMUNISME

- Textes des interventions d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud dans les meetings de Lutte Ouvrière (n° 115, 1^{er} trimestre 2009)

IDÉES/HISTOIRE

- Face aux ravages de la mondialisation capitaliste, l'impasse du souverainisme (n° 147, 10 juin 2016)
- Syriza, Podemos... quelles perspectives pour les « gauches radicales »? (n° 146, 8 avril 2016)
- Les combats pour l'émancipation des femmes et le mouvement ouvrier (n° 144, 8 janvier 2016)
- Le réchauffement climatique, un révélateur de l'irresponsabilité du capitalisme (n° 143, 9 octobre 2015)
- Temps de travail, salaires et lutte des classes (n° 141, 10 avril 2015)
- Développement des sciences et fondements des idées communistes (n° 139, 23 janvier 2015)
- Guerre de 1914-1918: la classe ouvrière livrée à ses bourreaux par la trahison des directions du mouvement ouvrier (n°137, 19 septembre 2014)
- La crise actuelle de l'économie capitaliste et ses origines (n° 131, 22 février 2013)
- La Turquie, du kémalisme à l'islamisme, et les perspectives de la classe ouvrière (n° 130, 25 janvier 2013)
- Il y a cinquante ans, la fin de la guerre d'Algérie, mais pas la fin de l'oppression (n° 129, 16 novembre 2012)
- Avec Mitterrand et après... la gauche au gouvernement (n°126, 13 mai 2011)
- Aux origines lointaines et proches de la révolte des peuples arabes (n° 125, 1^{er} avril 2011)
- Le prolétariat international, la seule classe capable de mettre fin au capitalisme et à l'exploitation (n° 124, 4 mars 2011)
- Les religions, l'athéisme et le matérialisme (n° 123, 28 janvier 2011)
- Les syndicats hier et aujourd'hui (n° 121, 15 octobre 2010)
- La décroissance: faire avancer la société à reculons (n° 117, 10 décembre 2009)

FRANCE

- L'enseignement public (n° 114, 30 janvier 2009)
- Au-delà de la crise actuelle, la faillite des solutions bourgeoises à la crise du logement (n° 111, 13 juin 2008)

Ces brochures peuvent être envoyées sur demande en joignant 5 timbres à 0,73 euro par brochure.

Les brochures du Cercle Léon Trotsky sont publiées depuis octobre 1983. Nous tenons à la disposition de nos lecteurs la liste complète des brochures non épuisées.

Où trouver *Lutte de classe* ?

FRANCE

PARIS

Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac, Paris 5^e
La Brèche, 27, rue Taine
Paris 12^e

ALBERTVILLE

SNC le Maryland
106, rue de la République

ALBI

Maison de la Presse
Place du Vigan

ANGERS

Librairie Contact
3, rue Lenepveu
Librairie Les Nuits bleues
21, rue Maillé

ARGENTEUIL

Librairie Presse-papier
28, avenue Gabriel-Péri

BESANÇON

Les Sandales d'Empédocle
95, Grande-Rue

BOURGES

La Plume du Sarthate
83, avenue Arnaud-de-Vogüé

BREST

La Bouquinerie
Place Guérin

CHAMBÉRY

Tabac-presse des Portiques
9, rue de Boigne

CLERMONT-FERRAND

Tabac presse du Mazet
5, place du Marché aux poissons

DIJON

Relais H, quai n° 1
Gare SNCF de Dijon

DOLE

La Passerelle
16 bis, rue de la Sous-préfecture

GAP

Librairie-papeterie Davagnier
3, place Jean-Marcellin

GRENOBLE

Tabac-presse Le Brazza
18, place Sainte-Claire
Tabac-presse Le Berriat
97, cours Berriat

IVRY-SUR-SEINE

Librairie Envie de lire
16, rue Gabriel-Péri

LA ROCHELLE

Librairie Les Saisons
21, rue Saint-Nicolas

LYON 7^e

Terre des livres
86, rue de Marseille

MARSEILLE

Librairie L'Odeur du Temps
35, rue Pavillon, Marseille 1^{er}

NANTES

Librairie Vent d'Ouest
5, place du Bon-Pasteur

RENNES

Tabac-presse La Civette
(Centre commercial des Longs
Champs)

ROUEN

Mag Presse, Rue Saint-Sever

TOULON

Kiosque à journaux
Cours Lafayette - Place Hubac

VALENCE

Librairie Notre temps
30, Grande-Rue

GUADELOUPE

POINTE-À-PITRE

Librairie Jasor
Rue Schoelcher
Match - Grand Camp

LA DOMINIQUE

ROSEAU

Frontline Co-op
78, Independence street

HAÏTI

PORT-AU-PRINCE

Librairie La Pléiade
Librairie Phénix
Lalue 212, en face rue Chrétien

ALLEMAGNE

BERLIN

Buchhandlung Schwarze Risse
Gneisenaustr. 2a - Im Mehringhof
10961 Berlin

BELGIQUE

BRUXELLES

Librairie Aurora
Avenue J.-Volders, 34
B-1060 Bruxelles (Saint-Gilles)
Librairie Joli Mai
Avenue Paul-Dejaer, 29
B-1060 Bruxelles

POLOGNE

VARSOVIE

Główna księgarnia naukowa
im. B. Prusa Sp. Cyw
Krakowskie przedmieście 7

SUISSE

GENÈVE

Librairie du Boulevard
35, rue de Carouge

On peut également se procurer *Lutte de classe* (langue française) dans un certain nombre de librairies de plusieurs autres villes en Allemagne ainsi que de plusieurs autres pays, notamment l'Argentine, le Canada (Québec), l'Italie, le Mexique. Pour plus de précisions, écrire à Lutte ouvrière.

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. - BP 42 - 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch - Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE

Lutte ouvrière
Arbeidersstrijd
communiste trotskiste
communistisch trotskistisch

Lutte ouvrière - Arbeidersstrijd
Adresse:
BP 62 5100 JAMBES - BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be>
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozoobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS - 10210 -
SEVILLA
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ - un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ - un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203
<http://www.the-spark.net>



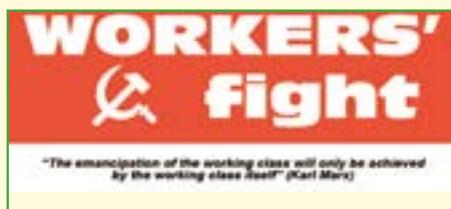
Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,20 €
Abonnements: France - DOM TOM,
six mois: 20 €; un an: 40 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE -
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



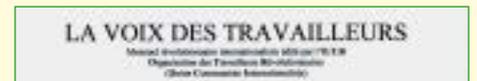
Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
Abonnement 1 an:
GB £8 - Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € -
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier - Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéline, l'Aiguille -
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier - Louis Maugeé
BP 821 - 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.net>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 - PORT-AU-PRINCE - HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO -
ITALIA
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> - contact
e-mail: l.internazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC - LONDON WC1N 3XX
<http://www.sinifmucadelesi.net>